



Deuxième trimestre 2004

RAPPORT AUX ACTIONNAIRES



LA BANQUE ROYALE PUBLIE SES RÉSULTATS POUR LE DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2004

TORONTO, le 27 mai 2004 – La Banque Royale du Canada (symbole du titre au téléscripneur des Bourses de Toronto et de New York : RY) a annoncé son intention, sous réserve de l'approbation de la Bourse de Toronto, de renouveler son offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités en vue de racheter jusqu'à 25 millions de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, ce qui représente environ 3,8 % des actions ordinaires en circulation de la Banque au 30 avril 2004. La Banque compte déposer un avis d'intention à cet égard auprès de la Bourse de Toronto.

Les rachats pourront débuter une fois que la Bourse de Toronto aura approuvé l'avis d'intention, et pourront se poursuivre pendant une période de un an. La Banque déterminera le montant et le moment de tout rachat.

Le rachat d'actions proposé permettra à la Banque d'équilibrer le besoin de maintenir de solides ratios du capital et celui de continuer à créer de la valeur pour les actionnaires. Au 30 avril 2004, le ratio du capital de première catégorie de la Banque s'établissait à 9,3 % et son ratio du capital total, à 12,9 %.

Au 13 mai 2004, dans le cadre de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités actuelle, la Banque avait racheté environ 12,0 millions de ses actions ordinaires sur une possibilité de 25 millions. Cette offre expire le 23 juin 2004.

Faits saillants financiers du deuxième trimestre de 2004 par rapport à l'an dernier :

- Bénéfice net de 774 millions de dollars, en hausse de 12 % par rapport à 689 millions
- Bénéfice dilué par action de 1,16 \$, en hausse de 17 % comparativement à 0,99 \$
- Rendement des capitaux propres de 17,3 %, en hausse de 190 points de base contre 15,4 %
- Total des revenus en hausse de 291 millions de dollars ou 7 %. L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain s'est traduite par une baisse des revenus de 130 millions de dollars
- Frais autres que d'intérêt en hausse de 215 millions de dollars ou 9 %, résultat qui reflète l'augmentation des frais au titre de la rémunération variable ainsi que l'accroissement du coût des prestations de retraite et des avantages postérieurs au départ à la retraite. L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain a donné lieu à une réduction des frais autres que d'intérêt de 85 millions de dollars
- Dotation à la provision pour pertes sur créances de 153 millions de dollars, comparativement à 211 millions
- Ratio du capital de première catégorie de 9,3 %, en baisse de 30 points de base

TORONTO, le 27 mai 2004 – Pour son deuxième trimestre terminé le 30 avril 2004, la Banque Royale du Canada (symbole du titre au téléscripneur des Bourses de Toronto et de New York : RY) a annoncé qu'elle a réalisé un bénéfice net de 774 millions de dollars, en hausse de 85 millions ou 12 % par rapport à l'an dernier, et un bénéfice dilué par action de 1,16 \$, en hausse de 0,17 \$ ou 17 % par rapport à l'an dernier. Le rendement des capitaux propres s'est établi à 17,3 %, comparativement à 15,4 % l'an dernier.

Sauf indication contraire, l'information financière fournie dans le présent document est basée sur les états financiers dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) des États-Unis, et les montants y sont libellés en dollars canadiens. Les ratios de capital sont basés sur l'information financière dressée selon les PCGR du Canada.

Table des matières

01 La Banque Royale annonce	06 Résultats par secteur d'exploitation	14 Mise en garde au sujet des déclarations prospectives
01 Faits saillants du deuxième trimestre	10 Priorité financière : croissance et diversification des revenus	14 Faits saillants de l'exploitation
02 Message du président et chef de la direction	10 Priorité financière : contrôle des coûts	16 Principales informations financières – PCGR des États-Unis
03 À propos de la Banque Royale du Canada	11 Priorité financière : excellence de la qualité du crédit	17 États financiers – PCGR des États-Unis
04 Rendement par rapport aux objectifs	12 Priorité financière : gestion du bilan et du capital	26 Principales informations financières – PCGR du Canada
04 Rapport de gestion	13 Gestion du risque	27 États financiers – PCGR du Canada
05 Aperçu		38 Renseignements aux actionnaires
06 Résultats par secteur géographique		

Commentant les résultats, M. Gordon M. Nixon, président et chef de la direction, a déclaré : « Nous avons obtenu des résultats solides au deuxième trimestre, qui reflètent une grande amélioration du rendement de nos activités de placement, de nos activités sur les marchés financiers, ainsi que de nos activités bancaires et d'assurance au Canada. »

L'appréciation de 9 % du dollar canadien par rapport au dollar américain comparativement au deuxième trimestre de 2003 s'est traduite par une baisse de la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains, ce qui a donné lieu à une réduction du bénéfice net de quelque 20 millions de dollars et à une baisse de 0,03 \$ du bénéfice dilué par action. Les fluctuations du dollar canadien par rapport aux principales devises autres que le dollar américain ont eu peu d'incidence sur la variation du bénéfice ce trimestre par rapport à l'an dernier.

Sur les PCGR du Canada, le bénéfice net du deuxième trimestre s'est établi à 763 millions de dollars, en hausse de 66 millions ou 9 % par rapport à l'an dernier, et le bénéfice dilué par action s'est chiffré à 1,14 \$, en hausse de 0,14 \$ ou 14 %.

Le total des revenus a augmenté de 291 millions de dollars ou 7 % comparativement à l'an dernier, malgré une diminution de 130 millions de la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains imputable à l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. L'augmentation découle principalement de la forte hausse des revenus autres que de négociation (commissions de courtage, commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils, revenus tirés de fonds communs de placement, et commissions de gestion de placement et de services de garde) tirés des activités sur les marchés financiers et de la solide croissance des revenus tirés des activités bancaires au Canada.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 215 millions de dollars ou 9 % par rapport au deuxième trimestre de 2003, en raison principalement de la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant de l'accroissement des revenus de RBC Marchés des Capitaux et de RBC Investissements tirés des activités sur les marchés financiers, ainsi que de la hausse du coût des prestations de retraite et des avantages postérieurs au départ à la retraite. Le raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain a donné lieu à une baisse des frais autres que d'intérêt de 85 millions de dollars.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 153 millions de dollars, en baisse comparativement à 211 millions au deuxième trimestre de 2003, en raison du nombre moins élevé de prêts à intérêts non comptabilisés.

Comparativement au premier trimestre de 2004, le bénéfice net a reculé de 19 millions de dollars ou 2 %. Le bénéfice dilué par action a diminué de 0,03 \$ ou 3 % en raison de la hausse de la dotation à la

provision pour pertes sur créances et des impôts sur les bénéfices, ainsi que du nombre moins élevé de jours que compte le deuxième trimestre par rapport au premier trimestre, éléments qui ont plus que neutralisé les avantages liés à la hausse des revenus et au recul des frais autres que d'intérêt. L'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances reflète principalement la contre-passation d'une partie de la provision cumulative générale pour pertes sur créances effectuée au premier trimestre, mais non au deuxième trimestre. Le total des revenus a progressé de 157 millions de dollars ou 4 %, une tranche de 35 millions de cette augmentation étant attribuable au fléchissement récent du dollar canadien par rapport au dollar américain. Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 52 millions de dollars ou 2 %, malgré l'augmentation des frais au titre de la rémunération variable et l'accroissement de 25 millions des charges découlant du fléchissement récent du dollar canadien. La baisse des frais autres que d'intérêt ce trimestre est en grande partie attribuable à l'inclusion, au premier trimestre, des coûts du règlement avec Cooperatieve Centrale Raiffeisen-Boerenleenbank B.A. (Rabobank) annoncé précédemment.

Le bénéfice net semestriel s'est chiffré à 1 567 millions de dollars, en hausse de 111 millions ou 8 % par rapport au premier semestre de 2003, et le bénéfice dilué par action semestriel s'est établi à 2,34 \$, en hausse de 0,24 \$ ou 11 %, malgré un recul de 40 millions ou 0,06 \$ par action découlant du raffermissement du dollar canadien. L'augmentation du bénéfice reflète la hausse des revenus autres que de négociation tirés des activités sur les marchés financiers ainsi que la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances et des impôts sur les bénéfices, qui ont largement contrebalancé l'accroissement des frais autres que d'intérêt, lesquels comprenaient les coûts du règlement avec Rabobank au premier trimestre.

Au 30 avril 2004, le ratio du capital de première catégorie se chiffrait à 9,3 %, et le ratio du capital total, à 12,9 %, comparative-ment à 9,6 % et à 12,8 %, respectivement, il y a un an.

Comme il a été annoncé précédemment, PricewaterhouseCoopers s.r.l. nous ont, en septembre 2003, remis leur démission à titre de covérificateurs en raison de questions soulevées quant à leur indépendance en vertu des règles américaines. Nous avons récemment reçu une assignation à témoigner de la Securities and Exchange Commission des États-Unis concernant la démission de PricewaterhouseCoopers, la prestation de services autres que de vérification par nos vérificateurs ainsi que nos politiques et procédés visant à assurer la conformité de nos vérificateurs aux règles d'indépendance. Nous préparons actuellement notre réponse à cette assignation à témoigner de la Securities and Exchange Commission des États-Unis.

MESSAGE DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

Nous sommes satisfaits de notre rendement au deuxième trimestre, qui reflète une grande amélioration des résultats liés à nos activités de placement, à nos activités sur les marchés financiers ainsi qu'à nos activités bancaires et d'assurance au Canada.

Examen du rendement

Le bénéfice net s'est établi à 774 millions de dollars au deuxième trimestre, en hausse de 12 % par rapport à l'an dernier, et le bénéfice dilué par action s'est chiffré à 1,16 \$, en hausse de 17 %.

Comme il est illustré à la page 4, notre rendement au premier semestre par rapport à nos objectifs pour l'exercice s'est avéré solide en ce qui concerne la croissance du bénéfice, le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, la qualité du portefeuille et les ratios de capital. Comparativement à l'an dernier, nous avons enregistré une croissance de 11 % du bénéfice par action et une augmentation de 17,7 % du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, résultats qui se situent tous les deux dans notre fourchette cible. Le ratio des provisions spécifiques attribuées pour pertes sur créances au premier semestre de 2004 s'est avéré de loin inférieur à la fourchette cible de l'exercice, et

nos ratios de capital sont supérieurs à nos objectifs à moyen terme. La croissance des revenus au premier semestre s'est établie à 2 %, soit un résultat inférieur à notre fourchette cible, ce qui reflète l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains, ainsi que l'incidence de la baisse des taux d'intérêt sur nos marges. Il est toutefois encourageant de constater que les revenus ont progressé de 7 % au deuxième trimestre de cette année par rapport à l'an dernier, résultat qui traduit la croissance solide des revenus autres que de négociation tirés des activités sur les marchés financiers ainsi que des revenus tirés des activités bancaires au Canada. La croissance des charges de 9 % depuis le début de l'exercice, qui s'est produite malgré une baisse des charges découlant du raffermissement du dollar canadien, reflète principalement la hausse des frais au titre de la rémunération variable, les coûts du règlement avec Rabobank engagés au premier trimestre et l'augmentation du coût des prestations de retraite et des avantages postérieurs au départ à la retraite.

Notre ratio de distribution au premier semestre s'est établi à 41 %. Au deuxième trimestre, nous avons augmenté notre objectif de 35 % à 45 % lié à ce ratio, le portant à 40 % à 50 %, et nous avons

accru notre dividende trimestriel sur les actions ordinaires de 13 %, le portant à 0,52 \$. Cependant, la croissance et l'évaluation du cours de nos actions se sont établies en deçà de nos objectifs, et nous avons résolu de poursuivre l'amélioration de notre rendement et de regagner notre leadership en matière d'évaluation.

Croissance des revenus

Nous reconnaissons que la solidité de nos relations avec la clientèle – qu'il s'agisse de particuliers ou d'institutions – constitue l'un des principaux facteurs de croissance des revenus. Le travail accompli par tous nos employés témoigne de ce fait, comme peuvent tout particulièrement en juger les clients des secteurs d'exploitation offrant des services de détail, à savoir RBC Banque, RBC Investissements et RBC Assurances.

Services de détail

RBC Banque a obtenu un bon rendement au Canada, qui découle de l'accroissement des volumes des diverses gammes de produits. Les volumes combinés des dépôts des particuliers et des fonds communs de placement ont progressé de 9 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète le succès de nos efforts de fidélisation de la clientèle et la réponse positive des clients eu égard au *Service V.I.P. Royal*. RBC Banque a également maintenu sa position de chef de file sur le marché canadien des prêts hypothécaires résidentiels, ses volumes de prêts hypothécaires résidentiels ayant progressé de 10 %. Les nouveaux produits lancés incluent l'*Hypothèque Second chez-soi RBC*, la première hypothèque au Canada qui permet d'obtenir un financement allant jusqu'à 90 % de la valeur de la résidence secondaire, et le *programme Marge Proprio RBC*, une solution combinant une marge de crédit et divers termes hypothécaires qui permet aux clients d'emprunter sur la valeur nette de leur maison. Grâce aux nouveaux clients et au taux de fidélisation amélioré de nos 4,7 millions de clients détenteurs d'une carte de crédit, les soldes de cartes moyens ont augmenté de 16 % par rapport à l'an dernier. Nous avons récemment lancé de nouvelles cartes telles que la carte *Visa Classique RBC Récompenses* et la carte *Visa Mike Weir*, qui s'adresse aux golfeurs fervents. Aux États-Unis, la croissance des revenus comparativement au premier trimestre de l'exercice est encourageante. Nous avons toutefois enregistré une perte en raison d'une perte nette de 18 millions de dollars au titre de certains prêts hypothécaires qui ont apparemment fait l'objet d'un montage frauduleux en 2001 et en 2002. Nous avons présenté une demande de règlement à la compagnie d'assurances à ce sujet, mais nous n'avons pas comptabilisé d'avantage au titre de cette demande dans les états financiers, en raison de l'incertitude quant au moment et au montant définitif du règlement. L'amélioration du rendement de nos activités bancaires aux États-Unis constitue l'un de nos objectifs les plus importants.

RBC Investissements a enregistré des résultats solides eu égard aux services de courtage traditionnel et autogéré au Canada et aux services de courtage traditionnel aux États-Unis, et profité du redressement des marchés des actions par rapport au deuxième trimestre de 2003. Les activités liées aux fonds communs de placement au Canada se sont également traduites par de bons résultats. En février, un mois important pour la vente de régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER), RBC Gestion d'Actifs Inc. a enregistré les ventes nettes de fonds communs de placement les plus élevées du secteur, surpassant les ventes nettes de notre concurrent le plus proche de près de 400 millions de dollars.

RBC Assurances a obtenu de bons résultats au deuxième trimestre et continue de se concentrer sur le lancement de nouveaux produits et services, sur l'expansion de ses activités dans de nouveaux marchés et sur la conclusion d'acquisitions. Ainsi, nous procédons actuellement à l'expansion de nos services d'assurance voyage, qui jouissent déjà d'un grand succès aux États-Unis. L'assurance *RBC Travel Protection™* peut maintenant être offerte par l'entremise d'agents de voyage dans 46 États ainsi que dans le district fédéral de Columbia et elle devrait être offerte à l'échelle nationale d'ici juin 2004. De plus, avec prise d'effet le 1^{er} mai, RBC Assurances a conclu l'acquisition des activités au Canada de Provident Life and Accident Insurance Company, une filiale en propriété exclusive de UnumProvident Corporation. Grâce à cette acquisition, RBC Assurances est maintenant le principal fournisseur d'assurance individuelle à prestations du vivant (assurances contre les maladies graves, soins de longue durée et invalidité de longue durée) au Canada, ainsi qu'un concurrent important sur le marché de l'assurance invalidité de longue durée collective, selon les primes annualisées.

Services aux institutions

RBC Marchés des Capitaux a obtenu des résultats solides au deuxième trimestre, particulièrement en ce qui concerne ses services de prise ferme de titres de participation. Au Canada et aux États-Unis, nous élargissons notre clientèle du marché milieu de gamme dans des secteurs donnés. À l'étranger, nos activités liées aux opérations de change et aux titres à revenu fixe comptent parmi les activités à l'égard desquelles nous jouissons d'une position concurrentielle favorable par rapport à d'autres banques de renommée mondiale et elles se traduisent par des résultats solides.

RBC Services Internationaux, notre secteur d'exploitation qui offre des services de traitement des opérations, a de nouveau enregistré de bons résultats ce trimestre. Les revenus ont augmenté de 16 %, en raison principalement de la hausse des volumes de transactions.

Nous avons cinq solides secteurs d'exploitation, dont trois offrent des services complémentaires aux consommateurs, et deux, des services aux institutions. Au Canada, nous occupons des positions de chef de file en ce qui concerne la plupart de nos activités, et nous avons mis en œuvre maintes initiatives de manière à assurer le maintien et l'expansion de ces positions. Aux États-Unis, nous nous efforçons d'améliorer le rendement de nos activités bancaires et d'accroître nos activités selon une approche prudente et rigoureuse. À l'extérieur de l'Amérique du Nord, nous continuons de procéder à l'accroissement sélectif de nos activités sur les marchés financiers et de nos services de traitement des opérations.

Nous continuons de prendre des mesures qui visent la création de valeur pour nos actionnaires, et donc à assurer la croissance rentable de nos activités, la gestion de nos coûts, l'utilisation judicieuse de notre capital et le maintien de notre profil de risque favorable.

Le président et chef de la direction,



Gordon M. Nixon

À PROPOS DE LA BANQUE ROYALE DU CANADA

La Banque Royale du Canada (symbole du titre au télécopieur des Bourses de Toronto et de New York : RY) utilise le préfixe RBC pour désigner ses secteurs d'exploitation et ses filiales, qui exercent leurs activités sous la marque RBC Groupe Financier. La Banque Royale du Canada est la plus importante banque au Canada en matière de capitalisation boursière et d'actifs, et elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord. Elle offre, à l'échelle mondiale, des services bancaires aux particuliers et

aux entreprises, des services de gestion de patrimoine, des services d'assurance, des services à la grande entreprise et aux marchés des capitaux et des services de traitement des opérations. La société compte 60 000 employés au service de plus de 12 millions de particuliers, d'entreprises et de clients du secteur public en Amérique du Nord et dans une trentaine de pays partout dans le monde. Pour en savoir davantage, visitez le site Web rbc.com.

RENDEMENT PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS

	Objectifs de 2004	Rendement du semestre
1. Évaluation		
Maintenir des niveaux d'évaluation se situant dans le quartile supérieur :		
• Cours des actions/valeur comptable :	Quartile supérieur de l'indice composé S&P/TSX pour les banques	Troisième quartile de l'indice composé S&P/TSX pour les banques (1)
• Cours des actions/bénéfice :	Quartile supérieur de l'indice composé S&P/TSX pour les banques	Deuxième quartile de l'indice composé S&P/TSX pour les banques (2)
Croissance du cours des actions :	Supérieure à l'indice composé S&P/TSX pour les banques	Inférieure à l'indice composé S&P/TSX pour les banques
2. Croissance du bénéfice		
Augmenter le bénéfice dilué par action de :	10 % à 15 %	11 %
3. Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires		
Obtenir un rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de :	17 % à 19 %	17,7 %
4. Croissance des revenus		
Obtenir une croissance des revenus de :	5 % à 8 %	2 %
5. Croissance des charges		
Charges par rapport aux revenus :	Croissance des charges inférieure à celle des revenus	Croissance des charges de 9 % et des revenus de 2 %
6. Qualité du portefeuille		
Obtenir un ratio des provisions spécifiques attribuées pour pertes sur créances par rapport à la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente se situant entre :	0,35 % et 0,45 %	0,25 %
7. Gestion du capital		
Ratios de capital (3) :	Maintenir des ratios de capital élevés	Ratio du capital de première catégorie de 9,3 % et ratio du capital total de 12,9 %, par rapport aux objectifs à moyen terme de 8 % à 8,5 % et de 11 % à 12 %, respectivement
8. Ratio de distribution (4) :	40 % à 50 % (5)	41 %

(1) Nous avons calculé ce rendement le 30 avril 2004 en nous basant sur les valeurs comptables au 31 janvier 2004.

(2) Nous avons calculé ce rendement le 30 avril 2004 en nous basant sur la moyenne des estimations des analystes concernant le résultat dilué par action de 2004.

(3) Calculs basés sur nos états financiers dressés selon les PCGR du Canada.

(4) Dividendes sur actions ordinaires exprimés en pourcentage du bénéfice net après dividendes sur actions privilégiées.

(5) Objectif augmenté par rapport à l'objectif de 35 % à 45 % à la fin du premier trimestre de 2004.

Notre information financière est dressée selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) des États-Unis et les PCGR du Canada, et les montants y sont libellés en dollars canadiens.

L'information financière dressée selon les PCGR des États-Unis est présentée aux pages 17 à 24. L'information financière dressée selon les PCGR du Canada est présentée aux pages 27 à 35 et comprend un rapprochement des principales différences par rapport à l'information financière dressée selon les PCGR des États-Unis.

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion, qui porte sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation, a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer les changements importants survenus dans notre situation financière et nos résultats d'exploitation pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2004, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, l'accent étant mis sur le trimestre le plus récent. Le présent rapport de gestion est basé sur l'information financière dressée selon les PCGR des États Unis et il a été préparé

conformément à l'article 303 du règlement S-K de la *Securities Exchange Act of 1934*. Il ne diffère à aucun égard important de celui qui aurait été établi en fonction de l'information financière dressée selon les PCGR du Canada, sous réserve de ce qui est expliqué dans les analyses supplémentaires présentées aux pages 5, 8 et 9. Les calculs des ratios de capital sont basés sur l'information dressée selon les PCGR du Canada.

Sommaire des résultats

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	T2/04 par rapport au T2/03		Pour le trimestre terminé le	
			30 avril	30 avril
	Augmentation (diminution)		2004	2003
Total des revenus	291 \$	7 %	4 352 \$	4 061 \$
Frais autres que d'intérêt	215 \$	9 %	2 729 \$	2 514 \$
Dotation à la provision pour (recouvrement au titre de) pertes sur créances				
Provision spécifique attribuée pour pertes sur créances	(58)\$	(27)%	153 \$	211 \$
Provision générale pour pertes sur créances	– \$	–	– \$	–
Bénéfice par action – dilué	0,17 \$	17 %	1,16 \$	0,99 \$
Bénéfice net	85 \$	12 %	774 \$	689 \$
Rendement des capitaux propres	190 p.b.		17,3 %	15,4 %
Bénéfice net des secteurs d'exploitation :				
RBC Banque	(5)\$	(1)%	344 \$	349 \$
RBC Investissements	71 \$	103 %	140 \$	69 \$
RBC Assurances	9 \$	16 %	65 \$	56 \$
RBC Marchés des Capitaux	82 \$	85 %	179 \$	97 \$
RBC Services Internationaux	19 \$	51 %	56 \$	37 \$
Autres	(91)\$	n.s.	(10)\$	81 \$

n.s. – non significatif

Le bénéfice net s'est établi à 774 millions de dollars, en hausse de 85 millions ou 12 % par rapport à l'an dernier. Le bénéfice dilué par action s'est chiffré à 1,16 \$, en hausse de 0,17 \$ ou 17 %. Le rendement des capitaux propres s'est élevé à 17,3 %, contre 15,4 % il y a un an.

Une tranche d'environ 0,02 \$ de l'augmentation du bénéfice dilué par action est attribuable à la réduction du nombre moyen d'actions ordinaires utilisé aux fins du calcul du bénéfice par action. Cela tient au nombre d'actions rachetées, lequel a excédé le nombre d'actions émises de 9 millions d'actions au cours de la dernière année, et aux actions de trésorerie portées en déduction des actions ordinaires, comme il est mentionné à la page 12.

L'appréciation de 9 % du dollar canadien par rapport au dollar américain, comparativement au deuxième trimestre de 2003 (lequel a atteint une moyenne de 0,747 \$ US au deuxième trimestre de 2004, contre une moyenne de 0,684 \$ US au deuxième trimestre de 2003), s'est traduite par une baisse de la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains, ce qui a donné lieu à une réduction du bénéfice net d'environ 20 millions de dollars et à une diminution de 0,03 \$ du bénéfice dilué par action. Les fluctuations du dollar canadien par rapport aux principales devises autres que le dollar américain ont eu peu d'incidence sur la variation de notre bénéfice ce trimestre par rapport à l'an dernier. L'incidence d'importantes fluctuations de la valeur du dollar canadien par rapport à celle d'autres devises pourrait continuer à se faire sentir sur les résultats déclarés. Par exemple, les résultats provenant de nos activités aux États-Unis pourraient être touchés favorablement dans le cas où le fléchissement du dollar canadien par rapport au dollar américain s'accroîtrait.

Le 25 mai, le cours de clôture du dollar canadien s'établissait à 0,728 \$ US, en baisse de 2 % par rapport au cours moyen de 0,747 \$ US au deuxième trimestre de 2004, en baisse comparativement au cours moyen de 0,765 \$ US au premier trimestre de 2004, et au même niveau que le cours moyen du troisième trimestre de 2003.

Le total des revenus a augmenté de 291 millions de dollars ou 7 % comparativement à l'an dernier, malgré la baisse de 130 millions de la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains découlant du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain. Ce résultat tient en grande partie à la hausse des revenus autres que de négociation (commissions de courtage, commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils, revenus tirés de fonds communs de placement, et commissions de gestion de placement et de services de garde) tirés des activités sur les marchés financiers et de la croissance solide des revenus tirés des activités bancaires au Canada.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 215 millions de dollars ou 9 % par rapport au deuxième trimestre de 2003, en raison principalement de la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant de l'augmentation des revenus de RBC Marchés des Capitaux et de RBC Investissements tirés des activités sur les marchés financiers, ainsi que de la hausse du coût des prestations de retraite et des avantages postérieurs au départ à la retraite. Le raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain s'est traduit par une baisse des frais autres que d'intérêt de 85 millions de dollars.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie

à 153 millions de dollars, en baisse par rapport à 211 millions au deuxième trimestre de 2003, en raison du nombre moins élevé de prêts à intérêts non comptabilisés.

Comparativement au premier trimestre de 2004, le bénéfice net a reculé de 19 millions de dollars ou 2 %. Le bénéfice dilué par action a diminué de 0,03 \$ ou 3 % en raison de la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances et des impôts sur les bénéfices, ainsi que du nombre moins élevé de jours que compte le deuxième trimestre par rapport au premier trimestre, résultats qui ont plus que neutralisé les avantages liés à la hausse des revenus et au recul des frais autres que d'intérêt. L'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances reflète principalement la contre-passation d'une portion de la provision cumulative générale pour pertes sur créances effectuée au premier trimestre, mais non au deuxième trimestre. Le total des revenus a progressé de 157 millions de dollars ou 4 %, une tranche de 35 millions de cette augmentation étant attribuable au fléchissement récent du dollar canadien par rapport au dollar américain. Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 52 millions de dollars ou 2 %, malgré l'augmentation des frais au titre de la rémunération variable et l'accroissement de 25 millions des charges découlant du fléchissement récent du dollar canadien. La baisse des charges ce trimestre est en grande partie attribuable à l'inclusion, au premier trimestre, des coûts du règlement avec Cooperatieve Centrale Raiffeisen-Boerenleenbank B.A. (Rabobank).

Le bénéfice net semestriel s'est chiffré à 1 567 millions de dollars, en hausse de 111 millions ou 8 % par rapport au premier semestre de 2003, et le bénéfice dilué par action semestriel s'est établi à 2,34 \$, en hausse de 0,24 \$ ou 11 %, malgré un recul de 40 millions ou 0,06 \$ par action découlant du raffermissement du dollar canadien. L'augmentation du bénéfice reflète la hausse des revenus (principalement les revenus autres que de négociation tirés des activités sur les marchés financiers) ainsi que la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances et des impôts sur les bénéfices, qui ont largement contrebalancé l'accroissement des frais autres que d'intérêt, lesquels comprenaient les coûts du règlement avec Rabobank au premier trimestre.

Au 30 avril 2004, le ratio du capital de première catégorie se chiffrait à 9,3 %, et le ratio du capital total, à 12,9 %, comparativement à 9,6 % et à 12,8 %, respectivement, il y a un an.

Analyse supplémentaire – PCGR du Canada

Le bénéfice net s'est établi à 763 millions de dollars au premier trimestre, en hausse de 66 millions ou 9 % par rapport à l'an dernier, et le bénéfice dilué par action s'est chiffré à 1,14 \$, en hausse de 0,14 \$ ou 14 %.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 149 millions de dollars, comparativement à 211 millions au deuxième trimestre de 2003.

Le bénéfice net semestriel s'est chiffré à 1 553 millions de dollars, en hausse de 77 millions ou 5 % par rapport au premier semestre de 2003, et le bénéfice dilué par action semestriel s'est élevé à 2,33 \$, en hausse de 0,20 \$ ou 9 %.

Résultats par secteur géographique

Comme il est illustré au tableau présenté à la page 24 (à la page 33 pour les données selon les PCGR du Canada), le bénéfice net au Canada a connu une hausse de 70 millions de dollars ou 16 % par rapport à l'an dernier. Cette hausse découle en grande partie de la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances et de l'augmentation des revenus, qui reflète l'accroissement des revenus autres que de négociation tirés des activités sur les marchés financiers, ainsi que de la hausse des revenus tirés des activités bancaires au Canada.

Les activités aux États-Unis se sont traduites par un bénéfice net de 69 millions de dollars, comparativement à 81 millions l'an dernier,

car la hausse du bénéfice enregistré par RBC Investissements et RBC Marchés des Capitaux a été plus que neutralisée par la baisse du bénéfice de RBC Banque et de RBC Assurances. Les raisons pour lesquelles des changements sont survenus sont décrites ci-après, à la section « Résultats par secteur d'exploitation ».

Le bénéfice net ailleurs à l'étranger a progressé de 27 millions de dollars grâce à la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances et à la hausse des revenus découlant de l'augmentation des revenus autres que de négociation tirés des activités sur les marchés financiers.

Résultats par secteur d'exploitation

Les résultats financiers par secteur d'exploitation pour le trimestre courant, pour le trimestre précédent et pour le trimestre comparable de l'exercice précédent sont présentés à la page 23 (page 33 pour les données selon les PCGR du Canada).

Les PCGR ne prescrivent pas une méthode donnée pour l'attribution des capitaux propres aux secteurs d'exploitation. Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information, nous affectons les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires à nos secteurs d'exploitation (y compris le secteur Autres) selon des méthodes visant à mesurer les capitaux propres requis pour soutenir les risques liés aux activités de chaque secteur, comme il est mentionné à la page 54 de notre rapport annuel 2003. Les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires en sus des montants requis pour soutenir les risques liés aux activités de nos cinq secteurs d'exploitation sont attribués au secteur Autres. Les méthodes utilisées pour attribuer les capitaux propres nécessitent la formulation d'un jugement par la direction; elles

font de temps à autre l'objet de modifications appliquées prospectivement et elles ont une incidence sur d'autres mesures telles que celle du rendement des capitaux propres des secteurs d'exploitation.

La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à tous les secteurs d'exploitation, à l'exception de RBC Assurances et de RBC Services Internationaux, a diminué par rapport à l'an dernier. Cette baisse découle en partie de la réduction de la valeur de conversion des actifs libellés en dollars américains, laquelle est imputable à l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. La baisse des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à RBC Banque et à RBC Marchés des Capitaux est également imputable à l'amointrissement du risque de crédit. La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à RBC Assurances a augmenté en raison principalement de l'acquisition de Business Men's Assurance Company of America, le 1^{er} mai 2003.

RBC Banque

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	T2/04 par rapport au T2/03		Pour le trimestre terminé le	
	Augmentation (diminution)		30 avril 2004	30 avril 2003
Total des revenus	16 \$	1 %	1 884 \$	1 868 \$
Frais autres que d'intérêt	51 \$	4 %	1 204 \$	1 153 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(6)\$	(4)%	152 \$	158 \$
Bénéfice net	(5)\$	(1)%	344 \$	349 \$
Rendement des capitaux propres	130 p.b.		20,1 %	18,8 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	(500)\$	(7)%	6 900 \$	7 400 \$

Le bénéfice net a subi un recul de 5 millions de dollars ou 1 % par rapport à l'an dernier. Le bénéfice au Canada a progressé de 53 millions de dollars ou 18 %, en raison de la croissance des revenus de 6 % et de la baisse du taux d'imposition réel. Les activités aux États-Unis se sont traduites par une perte nette de 17 millions de dollars (13 millions de dollars US) ce trimestre, comparativement à un bénéfice de 39 millions (27 millions de dollars US) l'an dernier. Le résultat enregistré ce trimestre incluait une perte nette de 18 millions de dollars (13 millions de dollars US), imputable principalement à la constatation d'une provision pour moins-value de 33 millions aux États-Unis au titre de certains prêts hypothécaires qui auraient apparemment fait l'objet d'un montage frauduleux en 2001 et en 2002. Nous avons présenté une demande de règlement à la compagnie d'assurances à ce sujet, mais nous n'avons pas comptabilisé d'avantage au titre de cette demande dans les états financiers, en raison de l'incertitude quant au moment et au montant définitif du règlement.

Les revenus ont connu une hausse de 16 millions de dollars ou 1 % comparativement à l'an dernier, malgré une réduction de 28 millions découlant du raffermissement du dollar canadien. Les revenus au Canada ont augmenté de 90 millions de dollars ou 6 %, en raison principalement de la croissance importante des soldes de prêts et de dépôts ainsi que des revenus tirés des opérations de change, des

cartes de crédit et des fonds communs de placement. Les revenus aux États-Unis ont diminué de 70 millions de dollars ou 21 %, en raison surtout des rendements moindres du portefeuille de placements de RBC Centura (qui tiennent principalement au fait que le produit des instruments venant à échéance a été réinvesti dans des instruments de meilleure qualité générant des rendements plus faibles aux trimestres précédents) et du raffermissement du dollar canadien, qui ont largement contrebalancé les avantages liés à la croissance des soldes de prêts et de dépôts de RBC Centura, laquelle s'est établie à 5 % et à 9 %, respectivement.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 51 millions de dollars ou 4 % par rapport à l'an dernier. Au Canada, les charges ont augmenté de 33 millions de dollars ou 4 %, résultat qui reflète la hausse du coût des prestations de retraite et des avantages postérieurs au départ à la retraite, laquelle a été contrebalancée en partie par un recouvrement de 26 millions de dollars au titre de la taxe sur les produits et services ce trimestre, en raison d'ajustements des chiffres des exercices précédents. Les charges aux États-Unis ont subi une hausse de 19 millions de dollars ou 7 %. La perte sur certains prêts hypothécaires dont il est fait mention précédemment a donné lieu à une augmentation des charges de 33 millions de dollars, et le raffermissement du dollar canadien s'est traduit par une baisse des charges de 24 millions.

Comparativement au premier trimestre de 2004, les revenus ont augmenté de 15 millions de dollars ou 1 %, même si le deuxième trimestre compte deux jours de moins que le premier trimestre. Les revenus au Canada ont progressé de 7 millions de dollars, et ils ont connu une hausse de 8 millions aux États-Unis, malgré le gain avant impôts de 35 millions tiré de la vente à Moneris Solutions, Inc. du portefeuille d'acquisition de comptes de commerçants de RBC Centura constaté au dernier trimestre. (Comme il a été divulgué au dernier trimestre, un ajustement de consolidation de 18 millions de dollars constaté dans le secteur Autres s'est traduit par un gain de 17 millions avant impôts sur cette vente pour la Banque Royale du Canada). La hausse des revenus aux États-Unis reflète l'augmentation de 36 % des volumes de montage de prêts hypothécaires (attribuable en partie à la baisse des taux d'intérêt à long terme) et l'amélioration des marges de RBC Mortgage, une réduction de valeur d'actifs divers au premier trimestre, le fléchissement du dollar canadien, et l'augmentation des soldes de prêts et de dépôts de RBC Centura.

RBC Investissements

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	T2/04 par rapport au T2/03		Pour le trimestre terminé le	
	Augmentation (diminution)		30 avril 2004	30 avril 2003
	Total des revenus	153 \$	18 %	981 \$
Frais autres que d'intérêt	41 \$	6 %	772 \$	731 \$
Bénéfice net	71 \$	103 %	140 \$	69 \$
Rendement des capitaux propres	1 250 p.b.		22,3 %	9,8 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	(200)\$	(7)%	2 500 \$	2 700 \$

Le bénéfice net a progressé de 71 millions de dollars ou 103 % par rapport à l'an dernier, en raison de la hausse du bénéfice au Canada et aux États-Unis, laquelle reflète l'accroissement des revenus découlant du redressement des marchés financiers. Le raffermissement du dollar canadien a donné lieu à une baisse du bénéfice net de 8 millions de dollars.

Le bénéfice net aux États-Unis a augmenté de 21 millions de dollars pour s'établir à 30 millions, résultat qui découle en grande partie du rendement accru des services de courtage traditionnel et de la baisse de 6 millions (3 millions après impôts) des frais de rémunération au titre de la rétention, lesquels se sont chiffrés à 9 millions.

Le total des revenus de RBC Investissements a connu une hausse de 153 millions de dollars ou 18 % par rapport à l'an dernier, malgré une réduction de 50 millions découlant du raffermissement du dollar canadien, principalement en ce qui concerne les activités de courtage aux États-Unis et au Canada et les activités de gestion d'actifs au Canada. Les volumes de transactions liés aux services de courtage autogéré au Canada ont augmenté de 85 %, et ceux liés aux services de courtage traditionnel ont progressé de 30 %. Les biens administrés dans le cadre des services de courtage traditionnel au Canada ont progressé de 17 % pour se chiffrer à 112 milliards de dollars, et les biens administrés dans le cadre des services de courtage aux États-Unis ont

Le rendement des capitaux propres a progressé pour s'établir à 20,1 % par rapport à 18,8 % il y a un an, en raison de la baisse de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à ce secteur, comme il est mentionné à la page 6.

Le bénéfice net semestriel s'est établi à 773 millions de dollars, en hausse de 12 millions ou 2 % par rapport à la période correspondante de 2003. Le bénéfice au Canada a progressé de 129 millions de dollars en raison de la croissance importante des prêts et des dépôts, de la contre-passation de 49 millions après impôts au titre de la provision cumulative générale effectuée au premier trimestre de 2004 et de la baisse des impôts sur les bénéfices, compensées en partie par une réduction de la marge nette d'intérêt et par une hausse des frais de rémunération. Le bénéfice aux États-Unis a reculé de 110 millions de dollars, résultat qui reflète les rendements moindres du portefeuille de placements de RBC Centura et la diminution des volumes de montage de prêts hypothécaires de RBC Mortgage.

augmenté de 23 % pour s'établir à 109 milliards de dollars US. Les biens sous gestion liés aux activités de gestion d'actifs au Canada ont progressé de 13 % pour s'établir à 50 milliards de dollars, en raison des ventes élevées effectuées durant la saison des REER.

La croissance de 41 millions de dollars des frais autres que d'intérêt reflète principalement la hausse des frais liés à la rémunération découlant de l'accroissement des revenus. Le raffermissement du dollar canadien a donné lieu à une baisse des frais autres que d'intérêt de 38 millions de dollars.

Le rendement des capitaux propres a augmenté pour s'établir à 22,3 % par rapport à 9,8 % l'an dernier, résultat qui reflète la hausse du bénéfice et la réduction de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à ce secteur, comme il est mentionné à la page 6.

Le bénéfice net semestriel a progressé de 62 % pour s'établir à 280 millions de dollars comparativement à la période correspondante de 2003, résultat qui reflète en grande partie les facteurs décrits ci-dessus. Le bénéfice net tiré des activités aux États-Unis a augmenté de 40 millions de dollars (32 millions de dollars US) pour se chiffrer à 62 millions (48 millions de dollars US), en raison principalement des facteurs dont il est fait mention ci-dessus.

RBC Assurances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	T2/04 par rapport au T2/03		Pour le trimestre terminé le	
	Augmentation (diminution)		30 avril 2004	30 avril 2003
	Primes nettes acquises	(3)\$	(1)%	377 \$
Revenu de placement	31 \$	54 %	88 \$	57 \$
Revenus tirés de frais	22 \$	76 %	51 \$	29 \$
Primes d'assurance, revenu de placement et revenu provenant des services tarifés (Total des revenus)	50 \$	11 %	516 \$	466 \$
Indemnités et sinistres liés aux titulaires de polices	38 \$	15 %	284 \$	246 \$
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	(7)\$	(11)%	59 \$	66 \$
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	31 \$	10 %	343 \$	312 \$
Frais autres que d'intérêt	7 \$	7 %	105 \$	98 \$
Bénéfice net	9 \$	16 %	65 \$	56 \$
Rendement des capitaux propres	(160)p.b.		27,0 %	28,6 %
Primes	155 \$	32 %	633 \$	478 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	150 \$	19 %	950 \$	800 \$

Le bénéfice net a connu une hausse de 9 millions de dollars ou 16 % par rapport à l'an dernier, qui reflète la croissance continue des activités de réassurance et la contribution accrue des activités d'assurance au Canada, contrebalancées en partie par la baisse du bénéfice tiré des activités aux États-Unis. Le raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain n'a eu aucune incidence sur le bénéfice au deuxième trimestre.

Les activités aux États-Unis se sont traduites par une perte nette de 2 millions de dollars (1 million de dollars US), comparativement à un bénéfice net de 7 millions (5 millions de dollars US) l'an dernier. La baisse du bénéfice est principalement imputable au recul des revenus tirés des services d'impartition, plusieurs contrats ayant été renouvelés moyennant des prix moindres, aux charges liées aux nouvelles initiatives d'assurances crédit et voyage aux États-Unis, et à la baisse des profits tirés de l'assurance en cas de décès ou de mutilation par accident, qui reflète la hausse des prestations de décès et des impôts sur les primes ainsi que la résiliation d'un contrat de marketing direct.

Les résultats de 2003 incluaient un bloc important d'activités de réassurance qui n'ont pas été renouvelées en 2004. Ce bloc s'était traduit par une augmentation de 36 millions de dollars du total des revenus, par une hausse de 39 millions des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, et par une baisse du bénéfice net de 3 millions au deuxième trimestre de 2003.

Les primes d'assurance, le revenu de placement et le revenu provenant des services tarifés ont progressé de 50 millions de dollars par rapport à l'an dernier, malgré une baisse de 9 millions imputable au raffermissement du dollar canadien. La contribution aux revenus de Business Men's Assurance Company of America (BMA), une société acquise le 1^{er} mai 2003, s'est chiffrée à 46 millions de dollars ce trimestre; le bloc d'activités de réassurance non renouvelées dont il est fait mention ci-dessus a donné lieu à une hausse des revenus aux États-Unis de 36 millions de dollars il y a un an. La croissance des revenus ce trimestre découle de la hausse des revenus tirés des activités de réassurance, d'assurances habitation et automobile, et d'assurance vie au Canada, qui ont plus que neutralisé la baisse des revenus aux États-Unis.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 31 millions de dollars par rapport à l'an dernier, malgré une baisse de 6 millions imputable au raffermissement du dollar canadien. La contribution de BMA aux indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance s'est chiffrée à 37 millions de dollars ce trimestre; le bloc d'activités de réassurance non renouvelées dont il est fait mention ci-dessus a entraîné une

augmentation de 39 millions de ces charges l'an dernier. Les activités de réassurance, d'assurances habitation et automobile, et d'assurance vie au Canada ont contribué à l'augmentation des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ce trimestre, en raison de l'accroissement du niveau d'activités.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 7 millions de dollars en raison principalement de l'acquisition de BMA, qui a contrebalancé en partie les résultats découlant des mesures de compression des coûts prises par RBC Assurances et le raffermissement du dollar canadien (qui a donné lieu à une baisse des frais autres que d'intérêt de 3 millions de dollars ce trimestre).

Le rendement des capitaux propres a diminué de 160 points de base par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète la hausse de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à ce secteur en raison de l'acquisition de BMA, comme il est mentionné à la page 6.

Le bénéfice net semestriel s'est établi à 126 millions de dollars, en hausse de 15 % par rapport à la période correspondante de 2003, résultat qui reflète la croissance continue des activités de réassurance et la contribution accrue de toutes les activités d'assurance au Canada.

Analyse supplémentaire – PCGR du Canada

Le bénéfice net a augmenté de 3 millions de dollars ou 5 % par rapport à l'an dernier pour s'établir à 58 millions.

Le total des revenus s'est chiffré à 675 millions de dollars, en hausse de 164 millions ou 32 % par rapport à l'an dernier, résultat qui est principalement attribuable à l'acquisition de BMA et à la croissance des activités d'assurance au Canada.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance se sont établis à 508 millions de dollars, en hausse de 157 millions ou 45 % comparativement à l'an dernier, résultat qui découle lui aussi de l'acquisition de BMA et de la croissance des activités d'assurance au Canada.

Conformément aux PCGR du Canada, les ventes de polices d'assurance vie universelle et de rentes sont constatées à titre de revenus, une hausse équivalente des indemnités et des sinistres liés aux polices d'assurance étant comptabilisée. L'accroissement du total des revenus ainsi que la hausse des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance reflètent la croissance de ces produits.

Le bénéfice net semestriel s'est établi à 114 millions de dollars, en hausse de 12 % par rapport à la période correspondante de 2003, pour les raisons dont il est fait mention ci-dessus.

RBC Marchés des Capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	T2/04 par rapport au T2/03		Pour le trimestre terminé le	
	Augmentation (diminution)		30 avril 2004	30 avril 2003
Total des revenus	115 \$	19 %	733 \$	618 \$
Frais autres que d'intérêt	92 \$	23 %	486 \$	394 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(45)\$	(78)%	13 \$	58 \$
Bénéfice net	82 \$	85 %	179 \$	97 \$
Rendement des capitaux propres	1 120 p.b.		21,0 %	9,8 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	(500)\$	(13)%	3 450 \$	3 950 \$

Le bénéfice net a progressé de 82 millions de dollars ou 85 % comparativement à l'an dernier. Cette hausse est principalement attribuable au solide rendement des services de banque d'investissement et de titres de participation, ainsi qu'à la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Les activités aux États-Unis se sont traduites par un bénéfice net de 59 millions de dollars, comparativement à 25 millions l'an dernier. Ce résultat reflète la hausse des commissions de prise ferme de titres de participation et des autres revenus.

Le total des revenus a connu une hausse de 115 millions de dollars ou 19 %, qui est principalement attribuable aux services de banque d'investissement et de titres de participation. Les résultats à la hausse liés aux services de banque d'investissement reflètent l'accroissement des commissions de prise ferme de titres de participation découlant de l'amélioration des marchés au Canada et aux États-Unis. Les résultats

accrus liés aux titres de participation reflètent le volume accru des opérations de négociation effectuées avec des agences, l'augmentation des commissions de prise ferme de titres de participation et la hausse des revenus tirés des activités de négociation effectuées pour compte propre.

Cette croissance des revenus s'est produite malgré une baisse de 33 millions de dollars des revenus découlant de l'appréciation du dollar canadien et des pertes de 23 millions constatées relativement aux obligations au titre des billets indexés sur actions. Ces pertes découlent de la contre-passation partielle, effectuée par suite d'une analyse plus approfondie, d'un gain cumulé de 30 millions de dollars constaté au dernier trimestre, qui a porté le gain cumulé net à la fin du trimestre à un montant approprié, soit 7 millions. Ce gain net a été constaté par suite de notre décision de comptabiliser séparément les dérivés intégrés dans ces billets à leur juste valeur et de constater l'obligation au titre

des billets en fonction de l'accroissement de valeur, plutôt que de comptabiliser le contrat dans son ensemble à la juste valeur, comme nous le faisons avant le premier trimestre de 2004.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé de 45 millions de dollars, en raison principalement de l'amélioration des conditions du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 92 millions de dollars ou 23 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la hausse des frais au titre de la rémunération variable liée à l'accroissement du volume d'activités, qui a plus que neutralisé la baisse de 17 millions imputable au raffermissement du dollar canadien.

Le rendement des capitaux propres a augmenté, passant à 21,0 % comparativement à 9,8 % il y a un an, résultat qui reflète la hausse du

bénéfice et une baisse de 500 millions de dollars de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à ce secteur, pour les raisons décrites à la page 6.

Le bénéfice semestriel s'est établi à 329 millions de dollars, en hausse de 116 millions ou 54 % par rapport à la période correspondante de 2003, malgré une baisse de 74 millions du bénéfice net au premier trimestre de cette année découlant du règlement avec Rabobank. La hausse du bénéfice reflète le solide rendement des services de banque d'investissement et des activités connexes, y compris la prise ferme de titres de créance et de participation, l'augmentation des opérations de négociation effectuées par des agences et des activités de titrisation, ainsi que la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

RBC Services Internationaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	T2/04 par rapport au T2/03		Pour le trimestre terminé le	
	Augmentation (diminution)		30 avril 2004	30 avril 2003
Total des revenus	31 \$	16 %	229 \$	198 \$
Frais autres que d'intérêt	11 \$	8 %	154 \$	143 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(5)\$	n.s.	(3)\$	2 \$
Bénéfice net	19 \$	51 %	56 \$	37 \$
Rendement des capitaux propres	1 240 p.b.		35,6 %	23,2 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	–	–	650 \$	650 \$

n.s. – non significatif

Le bénéfice net a augmenté de 19 millions de dollars ou 51 % comparativement à la période correspondante de 2003, en raison de la forte croissance des revenus.

Les revenus ont progressé de 31 millions de dollars ou 16 %, en raison principalement de la hausse des volumes de transactions.

Les frais autres que d'intérêt ont connu une hausse de 11 millions de dollars ou 8 %, qui reflète l'augmentation du coût des prestations de retraite et les charges supplémentaires liées à l'accroissement du volume d'activités. La dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé de 5 millions de dollars, résultat qui découle en partie d'un recouvrement au titre de pertes sur créances de 3 millions lié à un prêt cédé au cours du trimestre.

Autres

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	T2/04 par rapport au T2/03		Pour le trimestre terminé le	
	Augmentation (diminution)		30 avril 2004	30 avril 2003
Total des revenus	(74)\$	(89)%	9 \$	83 \$
Frais autres que d'intérêt	13 \$	n.s.	8 \$	(5)\$
Bénéfice net	(91)\$	n.s.	(10)\$	81 \$
Rendement des capitaux propres		n.s.	(1,4) %	14,9 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	1 250 \$	57 %	3 450 \$	2 200 \$

n.s. – non significatif

Le secteur Autres, qui comprend principalement la trésorerie générale, les groupes fonctionnels et le groupe des technologies de l'information, a enregistré une perte nette de 10 millions de dollars au deuxième trimestre. Le bénéfice a reculé de 91 millions de dollars par rapport à l'an dernier, en raison de la baisse des revenus (qui découle principalement d'une réduction de la valeur des positions sur dérivés libellés en devises et des revenus tirés de la gestion du risque de taux d'intérêt et des activités de titrisation) et de l'augmentation des impôts sur les bénéfices, qui ont été compensées en partie par un gain avant impôts de 27 millions de dollars (22 millions après impôts) constaté ce trimestre relativement à la vente de notre participation dans un complexe de bureaux.

La perte nette semestrielle s'est chiffrée à 54 millions de dollars. Cette perte reflète principalement des éléments déclarés au premier trimestre de 2004 : une charge de 26 millions de dollars avant impôts au titre de pertes sur des placements dans des sociétés en commandite, une charge de 25 millions avant impôts au titre des frais d'émission

Le rendement des capitaux propres a augmenté pour s'établir à 35,6 % par rapport à 23,2 % l'an dernier, en raison de la hausse du bénéfice.

Le bénéfice net semestriel s'est chiffré à 113 millions de dollars, en hausse de 28 millions ou 33 %. Cette hausse est attribuable aux facteurs dont il est fait mention ci-dessus ainsi qu'à la contrepassation d'une tranche de 14 millions de dollars (9 millions après impôts) de la provision cumulative générale pour pertes sur créances au premier trimestre de 2004.

cumulatifs de certains titres d'emprunt que nous avons précédemment reportés et amortis, et un ajustement de consolidation de 18 millions avant impôts, qui vise à réduire en partie le gain constaté par RBC Centura au titre de la vente à Moneris Solutions, Inc. de son portefeuille d'acquisition de comptes de commerçants, car nous détenons une participation de 50 % dans la coentreprise Moneris.

Analyse supplémentaire – PCGR du Canada

Le secteur Autres a enregistré une perte nette de 10 millions de dollars ce trimestre, soit un résultat identique à celui présenté selon les PCGR des États-Unis.

La perte nette semestrielle s'est chiffrée à 37 millions de dollars. Les facteurs ayant entraîné cette perte sont les mêmes que ceux ayant donné lieu à la perte présentée selon les PCGR des États-Unis, sauf que la charge au titre de pertes sur des placements dans des sociétés en commandite selon les PCGR du Canada s'est uniquement chiffrée à 9 millions de dollars avant impôts au premier trimestre.

Priorité financière : croissance et diversification des revenus

Revenus

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	T2/04 par rapport au T2/03		Pour le trimestre terminé le	
	Augmentation (diminution)		30 avril 2004	30 avril 2003
Revenu net d'intérêt	(63)\$	(4)%	1 557 \$	1 620 \$
Revenus autres que d'intérêt	354 \$	15 %	2 795 \$	2 441 \$
Total des revenus	291 \$	7 %	4 352 \$	4 061 \$

Le total des revenus a augmenté de 291 millions de dollars ou 7 % comparativement à l'an dernier, malgré une baisse de 130 millions de la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains découlant du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain. Cette augmentation tient principalement à l'accroissement des revenus autres que de négociation (commissions de courtage, commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils, revenus tirés de fonds communs de placement, et commissions de gestion de placements et de services de garde) tirés des activités sur les marchés financiers et à la croissance solide des revenus tirés des activités bancaires au Canada.

Les revenus semestriels ont progressé de 151 millions de dollars ou 2 % par rapport à la période correspondante de 2003 en raison des facteurs dont il est fait mention ci-dessus, qui ont largement compensé l'incidence du raffermissement du dollar canadien et la baisse des revenus tirés des activités de négociation.

Revenu net d'intérêt

Le revenu net d'intérêt a diminué de 63 millions de dollars ou 4 % comparativement à l'an dernier, en raison de la baisse de 40 millions de la valeur de conversion du revenu net d'intérêt libellé en dollars américains ainsi que des rendements moindres du portefeuille de placements de RBC Centura.

La marge nette d'intérêt (revenu net d'intérêt exprimé en pourcentage de l'actif moyen) a régressé, passant de 1,66 % l'an dernier à 1,39 %, en raison de la compression des écarts liés aux dépôts au pays, qui tient à une baisse des taux d'intérêt, aux rendements moindres du portefeuille de placements de RBC Centura et à l'accroissement des actifs liés aux marchés financiers qui génèrent des revenus autres que d'intérêt.

Le revenu net d'intérêt semestriel a reculé de 129 millions de dollars ou 4 % par rapport à la période correspondante de 2003, et la marge nette d'intérêt semestrielle s'est établie à 1,45 %, en baisse comparativement à 1,68 % au premier semestre de 2003, en raison principalement des raisons dont il est fait mention ci-dessus.

Revenus autres que d'intérêt

Les revenus autres que d'intérêt ont augmenté de 354 millions de dollars ou 15 % par rapport au deuxième trimestre de 2003, malgré une réduction de 90 millions découlant de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Les commissions de courtage en valeurs mobilières ont augmenté de 111 millions de dollars ou 44 %, résultat qui reflète la hausse des volumes de transactions effectuées par les clients découlant du redressement des marchés des actions; les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils ont progressé de 90 millions de dollars ou 63 %, en raison de l'accroissement du nombre d'émissions ce trimestre; les revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation, ont augmenté de 49 millions de dollars ou 78 % en raison de l'accroissement des volumes d'opérations de change; les revenus tirés des fonds communs de placement ont connu une hausse de 53 millions de dollars ou 33 %, qui reflète l'accroissement des biens administrés et des biens sous gestion découlant du redressement des marchés ainsi que de l'augmentation des ventes nettes de fonds communs de placement; les primes d'assurance, le revenu de placement et le revenu provenant des services tarifés ont progressé de 50 millions de dollars ou 11 % pour les raisons mentionnées à la page 8; les commissions de gestion de placements et de services de garde ont inscrit une hausse de 45 millions de dollars ou 16 %, qui reflète en grande partie l'augmentation des commissions découlant de l'appréciation des actions sur les marchés et de l'accroissement des volumes; les autres revenus autres que d'intérêt ont progressé de 25 millions de dollars ou 41 %, en raison principalement de la vente de notre participation dans un complexe de bureaux; les revenus tirés de la titrisation ont augmenté de 15 millions de dollars ou 37 %, en raison surtout de l'accroissement des volumes de transactions.

Les revenus tirés des activités de négociation ont fléchi de 51 millions de dollars ou 11 %, en raison des rendements moindres sur les marchés monétaires et des activités de négociation de titres à revenu fixe; le gain (la perte) à la vente de titres a reculé de 29 millions de dollars ou 62 %, résultat qui découle d'une diminution des gains tirés de la vente de positions sur obligations par rapport à l'an dernier; les revenus tirés des activités hypothécaires (qui ont trait à des prêts hypothécaires montés aux États-Unis par RBC Centura et sa filiale, RBC Mortgage) ont reculé de 13 millions de dollars ou 22 %, en raison de la baisse des volumes de montages de prêts hypothécaires.

Les revenus autres que d'intérêt semestriels ont progressé de 280 millions de dollars ou 6 % par rapport à la période correspondante de 2003, résultat qui reflète en grande partie les facteurs dont il est fait mention ci-dessus.

Priorité financière : contrôle des coûts

Frais autres que d'intérêt

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 215 millions de dollars ou 9 % par rapport au deuxième trimestre de 2003, en raison principalement d'une hausse de 127 millions des frais au titre de la rémunération variable découlant de l'accroissement des revenus de RBC Marchés des Capitaux et de RBC Investissements tirés des activités sur les marchés financiers, de la provision pour moins-value de 33 millions liée à certains prêts hypothécaires aux États-Unis (décrite à la page 6) et de l'accroissement de 30 millions du coût des prestations de retraite et des avantages postérieurs au départ à la retraite (qui tient en grande partie à l'amortissement de pertes actuarielles de

l'exercice précédent découlant de rendements moindres de l'actif et de la réduction du taux d'actualisation utilisé pour évaluer le passif).

L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain comparativement au deuxième trimestre de 2003 et le recouvrement au titre de la taxe sur les produits et services ont donné lieu à une baisse des frais autres que d'intérêt de 85 millions de dollars et de 29 millions, respectivement.

Les frais autres que d'intérêt semestriels ont augmenté de 437 millions de dollars ou 9 %, en raison principalement des raisons dont il est fait mention ci-dessus.

Priorité financière : excellence de la qualité du crédit

Prêts à intérêts non comptabilisés

Les prêts à intérêts non comptabilisés s'élevaient à 1,6 milliard de dollars au 30 avril 2004, en baisse de 158 millions par rapport à la fin du premier trimestre de 2004 et de 525 millions comparativement à l'an dernier. Comme l'indique le tableau au haut de la page 25, les prêts à intérêts non comptabilisés aux entreprises et aux gouvernements ont reculé de 171 millions de dollars par rapport au dernier trimestre. Ce résultat découle principalement de la fermeture de

comptes relatifs à un certain nombre de prêts douteux des secteurs de l'énergie, de l'agriculture et des transports, ainsi que du faible nombre de nouveaux prêts douteux ce trimestre. Exprimés en pourcentage du total des prêts et des acceptations, les prêts à intérêts non comptabilisés s'établissaient à 0,83 %, comparativement à 0,95 % au premier trimestre et à 1,23 % l'an dernier.

Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances

	Pour le trimestre terminé le		
	30 avril 2004	31 janvier 2004	30 avril 2003
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)			
PCGR des États-Unis			
Provision spécifique attribuée	153 \$	122 \$	211 \$
Provision générale attribuée	(24)	(130)	2
Total de la provision attribuée	129 \$	(8)\$	213 \$
Provision (générale) non attribuée	24	(20)	(2)
Total de la dotation à la provision pour (du recouvrement de) pertes sur créances	153 \$	(28)\$	211 \$
Ratios (PCGR des États-Unis)			
Moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente	229 320 \$	218 075 \$	218 593 \$
Provision spécifique attribuée pour pertes sur créances, exprimée en pourcentage de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente	0,27 %	0,22 %	0,40 %
PCGR du Canada			
Provisions spécifiques	149 \$	125 \$	211 \$
Provision générale			
Attribuée	(24)\$	(130)\$	2 \$
Non attribuée	24	(20)	(2)
Total de la provision générale	–	(150)	–
Total de la dotation à la provision pour (du recouvrement de) pertes sur créances	149 \$	(25)\$	211 \$

Comme il est indiqué au tableau présenté ci-dessus, le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances (qui se compose entièrement de la provision spécifique attribuée) s'est chiffré à 153 millions de dollars au deuxième trimestre de 2004, comparativement à 211 millions l'an dernier. Au dernier trimestre, un recouvrement au titre de pertes sur créances de 28 millions de dollars a été constaté. Ce recouvrement se compose de provisions spécifiques attribuées de 122 millions de dollars et de la contre-passation d'une tranche de 150 millions de la provision cumulative générale pour pertes sur créances. Comparativement à l'an dernier, des provisions spécifiques attribuées moins élevées ont été comptabilisées dans les portefeuilles de prêts aux entreprises et aux gouvernements, en raison du nombre moins élevé de nouveaux prêts douteux.

Les provisions spécifiques attribuées, exprimées en pourcentage de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente, se sont établies à 0,27 % ce trimestre, comparativement à 0,22 % au premier trimestre et à 0,40 % l'an dernier.

Au cours du trimestre, les radiations nettes (radiations, déduction faite des recouvrements) se sont établies à 275 millions de dollars ou 0,58 % de la moyenne des prêts et des acceptations, par rapport à 118 millions ou 0,26 % au premier trimestre de 2004 et à 228 millions

ou 0,53 % l'an dernier. L'augmentation par rapport à l'an dernier reflète la hausse des radiations liées au portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements, qui a été compensée en partie par la baisse des radiations au titre des prêts à la consommation.

La provision spécifique attribuée pour pertes sur créances semestrielle s'est établie à 275 millions de dollars ou 0,25 % de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente.

Au 30 avril 2004, la provision cumulative générale se chiffrait à 1 269 millions de dollars, et la provision cumulative spécifique attribuée, à 660 millions. Le total de la provision cumulative pour pertes sur créances s'est par conséquent établi à 1 929 millions de dollars, en baisse par rapport à 2 335 millions l'an dernier. Cette baisse est en grande partie attribuable à la réduction de la provision cumulative spécifique attribuée au titre des prêts aux gouvernements et aux entreprises (qui découle du nombre moins élevé de nouveaux prêts douteux et de la fermeture de comptes liés à des prêts classés précédemment comme des prêts douteux, par suite de radiations et de contre-passations), ainsi qu'à la contre-passation d'une tranche de la provision cumulative générale au premier trimestre de 2004, comme il est mentionné ci-dessus.

Actif

Depuis le 31 janvier 2004, nous incluons dans nos bilans consolidés les actifs détenus par certains programmes de papier commercial adossé à des créances offerts par des fonds multicédants que nous administrons, conformément au bulletin d'interprétation n° 46 du FASB (le « FIN 46R »), intitulé *Consolidation of Variable Interest Entities*. Au 30 avril 2004, ces actifs se composent principalement de prêts aux entreprises et aux gouvernements de 3,4 milliards de dollars, de prêts aux particuliers de 3,2 milliards et de prêts sur cartes de crédit de 0,8 milliard. Nous procédons actuellement à la restructuration de ces programmes, et il se pourrait par conséquent que nous ne soyons pas tenus d'inclure leurs actifs dans notre bilan dans des périodes ultérieures. L'analyse ci-après ne tient pas compte de ces actifs, de manière à ne pas surévaluer la croissance relative à ces catégories de prêts par rapport aux périodes précédentes.

Le total de l'actif se chiffrait à 445,8 milliards de dollars au 30 avril 2004, en hausse de 47,5 milliards ou 12 % par rapport au 30 avril 2003 et de 13,9 milliards ou 3 % comparativement au 31 janvier 2004.

Par rapport au 30 avril 2003, les titres ont progressé de 22,0 milliards de dollars ou 20 %, en raison d'un accroissement des titres dans le compte de négociation et des titres susceptibles de vente, attribuable principalement à l'augmentation du niveau d'activités. Les prêts (avant la provision cumulative pour pertes sur prêts) ont connu une hausse de 14,8 milliards de dollars. Les prêts aux entreprises et aux gouvernements ont progressé de 4,6 milliards de dollars (compte tenu de la titrisation de 0,1 milliard de dollars de prêts hypothécaires commerciaux au cours de la période de douze mois terminée le 30 avril 2004), en raison principalement de l'augmentation des emprunts de titres, et les prêts hypothécaires résidentiels ont augmenté de 5,8 milliards de dollars (compte tenu de la titrisation de 5,0 milliards de dollars de prêts hypothécaires résidentiels au cours de la période de douze mois terminée le 30 avril 2004). Les prêts aux particuliers ont progressé de 3,8 milliards de dollars, et les soldes de cartes de crédit ont augmenté de 0,6 milliard (compte tenu de la titrisation de 1,0 milliard de dollars de créances sur cartes de crédit au cours de la période de douze mois terminée le 30 avril 2004). Les autres actifs ont connu une hausse de 13,7 milliards de dollars, en raison principalement de l'augmentation des garanties autres qu'en espèces reçues eu égard aux activités de prêt de titres ainsi que de la hausse des sommes à recevoir des maisons de courtage découlant de l'accroissement des activités et des améliorations que nous avons apportées au processus d'établissement des renseignements relatifs à la comptabilisation des valeurs mobilières à la date de transaction.

L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain au cours de la période de un an terminée le 30 avril 2004 a donné lieu à une baisse d'environ 3 milliards de dollars et 2 milliards, respectivement, de la valeur de conversion des titres et des prêts libellés en dollars américains.

Comparativement au 31 janvier 2004, les prêts (avant la provision cumulative pour pertes sur prêts) ont connu une hausse de 7,5 milliards de dollars. Les prêts aux entreprises et aux gouvernements ont augmenté de 3,7 milliards de dollars, en raison principalement de l'accroissement des activités d'emprunt de titres, et les prêts hypothécaires résidentiels ont augmenté de 1,6 milliard (compte tenu de la titrisation de 1,8 milliard de dollars de prêts hypothécaires résidentiels ce trimestre). Les prêts aux particuliers ont progressé de 1,7 milliard de dollars, et les soldes de cartes de crédit ont augmenté de 0,5 milliard. Les autres actifs ont connu une hausse de 1,0 milliard de dollars, en raison de l'augmentation des sommes à recevoir des maisons de courtage découlant des raisons dont il est fait mention ci-dessus, qui a été contrebalancée en partie par la baisse des garanties autres qu'en espèces reçues eu égard aux activités de prêts de titres. Les titres ont progressé de 1,3 milliard de dollars ou 1 %, en raison surtout d'un accroissement des titres dans le compte de négociation.

Dépôts

Le total des dépôts s'est élevé à 271,9 milliards de dollars, en hausse de 20,4 milliards ou 8 % par rapport au 30 avril 2003 et de 6,3 milliards ou 2 % comparativement au 31 janvier 2004. Les dépôts portant intérêt ont progressé de 16,5 milliards de dollars ou 7 % par rapport au 30 avril 2003, et de 6,1 milliards ou 3 % comparativement au 31 janvier 2004. Les dépôts ne portant pas intérêt ont connu une hausse de 3,9 milliards de dollars ou 15 % par rapport au 30 avril 2003, et de 0,2 milliard ou 1 % comparativement au 31 janvier 2004.

L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain au cours de la période de un an terminée le 30 avril 2004 a entraîné une baisse d'environ 4 milliards de dollars de la valeur de conversion des dépôts libellés en dollars américains.

Capital

Actions de trésorerie

Avec prise d'effet au premier trimestre de 2004, nous avons inscrit à titre de déduction des capitaux propres (au poste Actions de trésorerie) les actions de la Banque Royale du Canada acquises et détenues par des employés en vertu de structures de rémunération et par d'autres filiales pour des raisons autres que l'annulation. Cela a eu pour effet de réduire notre capital de première catégorie.

Débetures subordonnées de RBC et titres de fiducie de capital (RBC TruCS^{MC})

Avec prise d'effet au premier trimestre de 2004, les titres de second rang (débetures subordonnées) de la Banque Royale du Canada détenus par RBC Marchés des Capitaux et les titres de fiducie RBC TruCS ont été reclassés et exclus des titres du compte de négociation, de manière à compenser les obligations non réglées au titre des débetures subordonnées et de la part des actionnaires sans contrôle dans les filiales, respectivement. Au 30 avril 2004, RBC Marchés des Capitaux détenait 32 millions de dollars de débetures subordonnées et 3 millions de dollars de RBC TruCS, ce qui a donné lieu à une diminution des débetures subordonnées de 32 millions de dollars, et à une baisse de 3 millions de la part des actionnaires sans contrôle.

Gestion du capital

Comme il est mentionné aux pages 59 et 60 de notre rapport annuel 2003, la gestion du capital exige l'établissement d'un équilibre entre la volonté de maintenir de solides ratios de capital, le désir de conserver des cotes de crédit élevées et la ferme détermination de fournir également des rendements concurrentiels aux actionnaires. Nous sommes résolus à maintenir d'excellents ratios de capital en continuant de générer des capitaux à l'interne, en émettant des instruments de capital, lorsque cela est approprié, et en assurant une croissance contrôlée de l'actif.

La solidité du capital des banques canadiennes est réglementée suivant les lignes directrices établies par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF) fondées sur l'information financière établie conformément aux PCGR du Canada. Au 30 avril 2004, selon les lignes directrices du BSIF et l'information financière établie conformément aux PCGR du Canada, notre ratio du capital de première catégorie s'établissait à 9,3 %, et notre ratio du capital total, à 12,9 %. Ces deux ratios ont dépassé les objectifs que nous nous sommes fixés à moyen terme (de trois à cinq ans), soit 8 % à 8,5 % pour le capital de première catégorie et 11 % à 12 % pour le capital total. Au 30 avril 2003, notre ratio du capital de première catégorie se chiffrait à 9,6 %, et notre ratio du capital total, à 12,8 %. De plus, notre ratio actif/capitaux propres est demeuré inférieur au plafond permis par le BSIF.

Notre ratio du capital de première catégorie et notre ratio du capital total ont reculé de 14 points de base et de 16 points de base, respectivement, au deuxième trimestre. Cette baisse tient principalement à deux facteurs, à savoir les actions de trésorerie mentionnées

ci-dessus, qui ont été portées en déduction des capitaux propres et qui avaient trait à des actions ordinaires de la Banque Royale du Canada détenues par des employés en vertu de structures de rémunération, ainsi que la diminution des débetures subordonnées et la réduction de la part des actionnaires sans contrôle dans les filiales qui sont mentionnées ci-dessus et qui sont liées respectivement à des débetures subordonnées de la Banque Royale du Canada et à des titres de fiducie RBC TruCS détenus par RBC Marchés des Capitaux. Malgré la baisse de 16 points de base imputable à ces deux facteurs, le ratio du capital total a progressé de 10 points de base par rapport à l'an dernier, en raison de l'émission nette de capitaux effectuée au cours des douze derniers mois.

Activités de gestion du capital

Le 13 avril 2004, nous avons émis 1 milliard de dollars de débetures subordonnées par l'entremise de notre programme canadien de billets

à moyen terme. Le 12 avril 2004, nous avons racheté 350 millions de dollars de débetures subordonnées.

Dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, qui a débuté le 24 juin 2003 et prendra fin dans un an, nous pouvons racheter un nombre maximal de 25 millions d'actions ordinaires. Nous avons racheté 3,8 millions d'actions ordinaires ce trimestre, pour un montant de 237 millions de dollars, soit un prix moyen de 62,81 \$ l'action. Nous avons racheté un total de 11,2 millions d'actions ordinaires pour un montant de 682 millions de dollars, soit un prix moyen de 60,86 \$ l'action, dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui a débuté le 24 juin 2003, et 13,8 millions d'actions peuvent encore être rachetées. De plus, nous avons émis 1 million d'actions ordinaires ce trimestre pour un montant de 41 millions de dollars, relativement à la levée d'options sur actions des employés.

Gestion du risque

Risque d'illiquidité

La gestion des liquidités a pour objectif de garantir que nous pouvons obtenir, en temps opportun et de façon rentable, les espèces ou les quasi-espèces nécessaires pour satisfaire à nos obligations. Deux éléments clés de notre cadre de gestion des liquidités sont les politiques visant le maintien d'un niveau minimal d'actifs liquides non engagés et les limites précisant le niveau maximal de sorties nettes de liquidités pour des périodes déterminées. Au 30 avril 2004, nous nous conformions à ces politiques. Ces éléments et les autres éléments du cadre de gestion des liquidités, qui n'ont pas fait l'objet de modifications importantes depuis la publication de notre rapport annuel 2003, sont expliqués plus en détail aux pages 57, 62 et 63 de ce rapport annuel.

Nous avons recours à des actifs liquides et à des conventions de revente pour gérer nos liquidités à court terme. Au 30 avril 2004, les actifs liquides et les biens achetés en vertu de conventions de revente totalisaient 191 milliards de dollars ou 42 % du total de l'actif, en hausse par rapport à 167 milliards ou 42 % au 30 avril 2003 et à 187 milliards ou 42 % au 31 janvier 2004. Pour le trimestre terminé le 30 avril 2004, la moyenne des actifs liquides et des biens achetés en vertu de conventions de revente totalisait 191 milliards de dollars ou 42 % du total de la moyenne de l'actif, par rapport à 188 milliards ou 44 % au dernier trimestre et à 165 milliards ou 41 % l'an dernier. Au 30 avril 2004, des titres et des garanties d'une valeur comptable de 64 milliards de dollars avaient été donnés en gage ou vendus en vertu de conventions de rachat, ou constituaient des engagements afférents à des titres vendus à découvert. Il s'agit là d'un résultat en hausse par rapport à 55 milliards de dollars au 30 avril 2003 et à 63 milliards au 31 janvier 2004.

Évaluation des risques de marché – activités de négociation

Comme il est expliqué aux pages 55 et 56 de notre rapport annuel 2003, nous établissons, pour la gestion des risques, des politiques et des plafonds en fonction desquels nous surveillons et limitons l'exposition au risque de marché découlant de nos activités de négociation. Ces politiques n'ont pas fait l'objet de modifications importantes depuis la publication de notre rapport annuel 2003. Le risque de marché associé aux activités de négociation est géré principalement au moyen d'une méthodologie fondée sur la valeur exposée au risque (VAR).

Le tableau ci-après indique la VAR par catégorie de risque important à la fin du trimestre (haut, moyenne et bas) pour nos activités de négociation combinées pour les trimestres terminés les 30 avril 2004 et 2003; ce tableau révèle que les montants de la VAR globale du deuxième trimestre de 2004 sont inférieurs à ceux du deuxième trimestre de 2003. La VAR globale au 30 avril 2004 est plus élevée qu'il y a un an. Le graphique présenté à la page 14 illustre les revenus de négociation nets quotidiens par rapport à la VAR globale de négociation, et l'histogramme montre les revenus de négociation nets quotidiens pour le trimestre terminé le 30 avril 2004. Au cours du deuxième trimestre, nous avons connu une séance de négociation marquée par une perte nette.

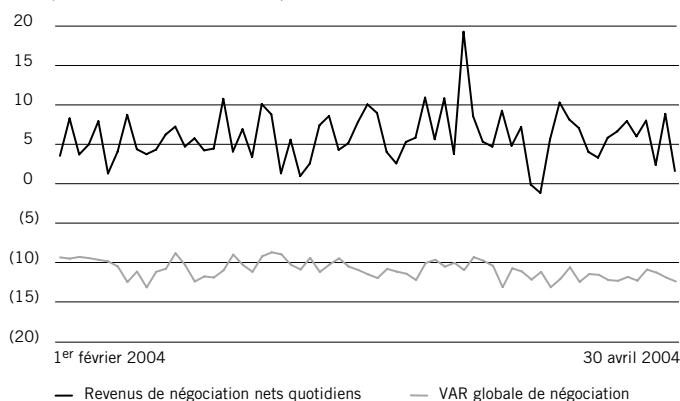
Activités de négociation (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le 30 avril 2004				Pour le trimestre terminé le 30 avril 2003			
	À la fin	Haut	Moyenne	Bas	À la fin	Haut	Moyenne	Bas
VAR globale par catégorie de risque important								
Titres de participation	8 \$	9 \$	6 \$	4 \$	8 \$	10 \$	7 \$	5 \$
Change et marchandises	2	4	2	1	4	5	3	1
Taux d'intérêt	8	13	9	6	9	12	10	8
VAR globale (2)	11 \$	13 \$	11 \$	8 \$	10 \$	19 \$	14 \$	10 \$

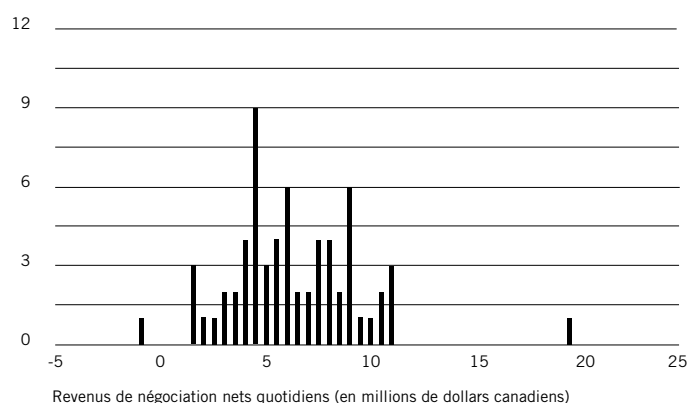
(1) Les montants sont présentés avant impôts et représentent la VAR quotidienne à un niveau de confiance de 99 %.

(2) La VAR globale reflète la corrélation entre chacune des catégories de risque important et l'effet de la diversification.

REVENUS DE NÉGOCIATION NETS QUOTIDIENS PAR RAPPORT
À LA VAR GLOBALE DE NÉGOCIATION
(en millions de dollars canadiens)



HISTOGRAMME – REVENUS DE NÉGOCIATION NETS QUOTIDIENS
(nombre de jours)



Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, comprises dans le présent rapport, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Ces déclarations prospectives comprennent notamment des déclarations relatives à nos objectifs pour 2004 et à moyen et à long terme et des stratégies élaborées afin d'atteindre ces objectifs, de même que des déclarations relatives à nos opinions, projets, attentes, prévisions, estimations et intentions. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « soupçonner », « croire », « perspectives », « prévoir », « estimer », « s'attendre », « se proposer », « projeter » et l'emploi du conditionnel ainsi que les mots et expressions semblables visent à dénoter des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives comportent des incertitudes et des risques intrinsèques, généraux et bien précis, et il est possible que les prédictions, prévisions, projections et autres déclarations prospectives ne se matérialisent pas. Nous déconseillons aux lecteurs de se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des plans, objectifs, attentes, estimations et intentions exprimés dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants. Ces facteurs comprennent notamment la solidité de l'économie canadienne en général et la solidité des économies locales des régions du Canada où nous exerçons nos activités; la solidité de l'économie américaine et des économies des autres pays où nous effectuons des opérations importantes; l'incidence des modifications de la politique monétaire et fiscale, notamment les modifications des

politiques relatives aux taux d'intérêt de la Banque du Canada et du Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis; les décisions judiciaires; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; l'inflation; les fluctuations des marchés financiers et des marchés des devises; la mise au point et le lancement, au moment opportun, de nouveaux produits et services dans des marchés réceptifs; l'incidence des modifications apportées aux lois et règlements qui régissent les services financiers (notamment les services bancaires, les assurances et les valeurs mobilières); les modifications apportées à la législation fiscale; les changements technologiques; notre capacité de mener à bien des acquisitions stratégiques et d'intégrer les acquisitions; les procédures judiciaires ou réglementaires; les changements dans les dépenses et les habitudes d'épargne des consommateurs; l'incidence possible, sur nos activités, de conflits internationaux et d'autres faits nouveaux, y compris ceux liés à la guerre contre le terrorisme et la mesure dans laquelle nous prévoyons les risques inhérents aux facteurs qui précèdent et réussissons à les gérer.

Nous informons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs importants n'est pas exhaustive. Les personnes, et notamment les investisseurs, qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres faits et incertitudes. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

L'information fournie dans les sites Web mentionnés dans le présent rapport ou pouvant être obtenue par l'entremise de ces sites ne fait pas partie dudit rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Faits saillants de l'exploitation

Une analyse des principaux faits saillants survenus dans chaque secteur d'exploitation au deuxième trimestre de 2004 est présentée ci-dessous.

RBC Banque

RBC Banque Royale connaît une saison des REER couronnée de succès : RBC Banque Royale a connu une saison des REER couronnée de succès. Elle a en effet vendu 1,6 milliard de dollars de produits de retraite enregistrés entre le 1^{er} novembre 2003 et le 1^{er} mars 2004, soit une hausse de 8 % par rapport à l'an dernier. Près de 60 % des produits sont des fonds communs de placement, les autres produits se composant de certificats de placement garantis (CPG) et de dépôts d'épargne.

RBC Banque Royale accroît sa gamme de produits clés :

- RBC continue de renforcer sa position de chef de file dans le domaine des prêts hypothécaires résidentiels, sa part du marché des prêts hypothécaires résidentiels au Canada s'établissant à 14,98 % en février 2004, en hausse de 21 points de base par rapport à février 2003. Afin d'accroître notre part de marché, nous avons lancé plusieurs produits de financement hypothécaire, y compris l'*Hypothèque Second chez-soi RBC*, la première hypothèque au Canada qui permet d'obtenir un financement allant jusqu'à 90 % de la valeur de la résidence secondaire, et le *programme Marge Proprio RBC*, une solution combinant une marge de crédit et divers termes hypothécaires qui permet aux clients d'emprunter sur la valeur nette de leur maison.

- Les activités liées aux cartes de crédit ont continué d'augmenter au deuxième trimestre, les soldes des cartes de crédit ayant progressé de 16 % par rapport à l'an dernier. Cette progression des soldes de cartes de crédit est attribuable au lancement de nouveaux produits tels que la carte *Visa Classique RBC Récompenses* (une carte sans frais qui permet aux consommateurs d'accumuler des points et de les échanger contre des billets d'avion, des articles ou des chèques-cadeaux) et la carte *Visa Mike Weir* (la première carte *Visa* dans son genre qui permet aux golfeurs canadiens de profiter d'une vaste gamme d'avantages liés au golf et d'accumuler des points RBC Récompenses pouvant être échangés contre des billets d'avion ou des articles).

RBC Centura continue d'accroître sa présence dans le sud-est des États-Unis : Depuis le 1^{er} novembre 2003, RBC Centura a porté son réseau de succursales à 270, grâce à l'ouverture de 17 nouvelles succursales et à l'acquisition de 13 succursales de Provident Financial Group, Inc. situées en Floride.

RBC Investissements

RBC Fonds se classe en tête au chapitre des ventes de fonds communs de placement sur le marché canadien en février : RBC Gestion d'Actifs Inc. a enregistré des ventes nettes globales de fonds communs de placement totalisant 969 millions de dollars en février, un mois important pour les ventes de REER, surpassant les ventes de son concurrent le plus proche de près de 400 millions. Le total des ventes nettes se compose de 968 millions de dollars de fonds communs de placement à long terme et de 1 million de dollars de fonds communs de placement du marché monétaire.

Voyageur Asset Management obtient un compte clé : Voyageur Asset Management, une société dont le siège social est situé à Minneapolis, a conclu un contrat de gestion de placements de 1,3 milliard de dollars avec le Pennsylvania School District.

Actions en direct offre ses services aux clients en ligne : Actions en direct, en collaboration avec le service Banque en direct de RBC Banque Royale, a identifié les clients en ligne non inscrits à Actions en direct et affiché des offres ciblées sur leurs comptes bancaires en ligne. Cette initiative de commercialisation (qui a débuté en janvier 2004) a contribué à l'établissement d'environ 30 % des nouveaux comptes Actions en direct ouverts au cours du deuxième trimestre.

RBC Assurances

RBC Assurances conclut l'acquisition des activités de UnumProvident Corporation au Canada : RBC Assurances a conclu l'acquisition des activités canadiennes de Provident Life and Accident Insurance Company, une filiale en propriété exclusive de UnumProvident Corporation, avec prise d'effet le 1^{er} mai 2004. Les activités acquises sont basées à Burlington, en Ontario, et sont centrées sur la souscription, la vente et le service après-vente portant sur des produits individuels et collectifs de remplacement du revenu (produits à prestations du vivant) offerts aux entreprises et aux particuliers canadiens par de multiples circuits de distribution. Dans le cadre de l'opération, RBC Assurances a aussi fait l'acquisition des importantes activités de traitement des demandes d'indemnité de Provident à Toronto.

RBC Assurances et Softvoyage Inc. signent un accord visant l'intégration des produits d'assurance voyage au logiciel de réservations en ligne de Softvoyage : En février, RBC Assurances et Softvoyage, une société dont le siège social est situé à Montréal, ont annoncé la conclusion d'un accord en vertu duquel les produits d'assurance voyage de RBC Assurances seront intégrés au logiciel de réservations en ligne de Softvoyage, qui fournit des capacités de réservation à des centaines de forfaitistes, d'agences de voyage et de groupeurs en Amérique du Nord. Les agents de voyage pourront ainsi offrir directement les produits d'assurance voyage de RBC Assurances aux clients qui achètent leur assurance voyage en ligne.

RBC Marchés des Capitaux

Augmentation des émissions d'obligations au Royaume-Uni : L'équipe de financement des infrastructures située à Londres est l'un des preneurs fermes ayant procédé à trois émissions d'obligations totalisant environ 10 milliards de dollars CA pour Network Rail, la société dirigée par l'État qui exploite le réseau ferroviaire British Rail. Ces activités témoignent de nos capacités de montage et de placement sur les marchés internationaux.

Élargissement de la gamme de produits aux États-Unis : La Division des services mondiaux aux entreprises a lancé un nouveau fonds de titres à revenu fixe aux États-Unis. Les titres à revenu élevé (Enhanced Income Securities ou EIS) sont les premiers titres du genre offerts aux États-Unis et leur structure est analogue à celle des fonds de titres à revenu fixe canadiens, des fonds de placement immobilier et des sociétés en commandite cotées en Bourse. Ils sont conçus de manière à maximiser les flux de trésorerie distribués aux investisseurs. RBC a obtenu plusieurs contrats de gestion d'opérations liées à des EIS aux États-Unis.

Accent mis sur l'Asie : RBC Marchés des Capitaux a renforcé sa présence régionale sur les marchés asiatiques en ouvrant une succursale à Hongkong et en créant le Groupe Pacifique Marchés des Capitaux, qui distribuera des produits de change, des produits à revenu fixe et des produits de base aux institutions financières chinoises et à leurs succursales extraterritoriales.

Services de courtage privilégié maintenant offerts aux États-Unis : Le lancement de services de courtage de titres de participation effectué aux États-Unis au deuxième trimestre a été couronné de succès. Ces services captent l'intérêt des fonds de couverture américains, qui bénéficient de services de financement sur marge, de compensation/de règlement et de rapports consolidés.

RBC Services Internationaux

Les initiatives de croissance des opérations de prêts de titres génèrent des résultats : Le groupe Prêts de titres de RBC Services Internationaux a enregistré des soldes records ce trimestre. Cette croissance est attribuable à un certain nombre d'initiatives, notamment le renforcement des équipes des comptoirs, l'ajout des fonds communs de placement au programme de prêts, l'implémentation de technologies sur le Web visant à permettre aux clients de simplifier le processus de rapprochement, et la mise en œuvre des stratégies de vente dans de nouvelles régions au Moyen-Orient et au Luxembourg.

Titres décernés récemment aux Services aux institutions et aux investisseurs :

- Les Services aux institutions et aux investisseurs ont été nommés le meilleur prestataire de services de garde internationaux au Royaume-Uni et en Amérique du Nord dans le cadre du sondage 2004 de R&M Consultants sur les services de garde internationaux. Ce sondage mesure le degré de satisfaction des clients eu égard aux services de garde internationaux et il a été effectué auprès de gestionnaires de placements, de caisses de retraite, d'organisations caritatives et d'autres institutions financières à l'échelle mondiale.
- Les Services aux institutions et aux investisseurs ont été nommés le meilleur prestataire de services de garde internationaux dans le cadre d'un sondage effectué par le magazine *Global Investor* auprès de plus de un millier de gestionnaires de fonds institutionnels et de fonds communs de placement à l'échelle mondiale.

Principales informations financières (non vérifié) (1)

	Variation par rapport au 30 avril 2003	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le		
		30 avril 2004	31 janvier 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003	
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants liés aux actions et les pourcentages)							
Résultats							
Revenu net d'intérêt	(4)%	1 557 \$	1 645 \$	1 620 \$	(4)%	3 202 \$	3 331 \$
Revenus autres que d'intérêt	15	2 795	2 550	2 441	6	5 345	5 065
Total des revenus	7	4 352	4 195	4 061	2	8 547	8 396
Dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(27)	153	(28)	211	(70)	125	411
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	10	343	330	312	(1)	673	683
Frais autres que d'intérêt	9	2 729	2 781	2 514	9	5 510	5 073
Bénéfice net	12	774	793	689	8	1 567	1 456
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	190 p.b.	17,3 %	18,1 %	15,4 %	150 p.b.	17,7 %	16,2 %
Données au bilan							
Prêts (avant la provision cumulative pour pertes sur prêts)	13 %	190 518 \$	184 193 \$	168 325 \$			
Actif	14	453 216	440 507	398 251			
Dépôts	8	271 927	265 673	251 566			
Débitures subordonnées	29	8 803	8 031	6 828			
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	2	18 002	17 370	17 612			
Ratios de capital (règles canadiennes) (3)							
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif ajusté en fonction des risques	(40)p.b.	10,2 %	10,1 %	10,6 %			
Ratio du capital de première catégorie	(30)	9,3 %	9,3 %	9,6 %			
Ratio du capital total	10	12,9 %	12,9 %	12,8 %			
Ratios de capital (règles américaines) (4)							
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif ajusté en fonction des risques	(70)p.b.	10,0 %	10,0 %	10,7 %			
Ratio du capital de première catégorie	(60)	8,3 %	8,3 %	8,9 %			
Ratio du capital total	(20)	12,0 %	12,0 %	12,2 %			
Information sur les actions ordinaires							
Actions en circulation (en milliers) (5)							
À la fin	(1)%	653 280	655 963	662 427	(1)%	653 280	662 427
Moyenne (de base)	(3)	647 737	650 044	664 634	(3)	648 621	665 331
Moyenne (dilué)	(2)	658 144	659 356	671 991	(2)	658 409	673 023
Bénéfice par action							
De base	18 %	1,18 \$	1,20 \$	1,00 \$	12 %	2,38 \$	2,12 \$
Dilué	17	1,16	1,19	0,99	11	2,34	2,10
Cours de l'action							
Haut (6)	10 %	65,64 \$	65,90 \$	59,91 \$	10 %	65,90 \$	59,91 \$
Bas (6)	14	60,56	60,26	53,26	13	60,26	53,26
À la clôture	2	60,95	63,19	59,80	2	60,95	59,80
Dividendes par action	21	0,52	0,46	0,43	18	0,98	0,83
Valeur comptable par action – à la fin	5	28,03	27,20	26,59	5	28,03	26,59
Capitalisation boursière (en milliards de dollars canadiens)	1	39,8	41,5	39,6	1	39,8	39,6
Renseignements divers							
Employés (équivalent de travail à plein temps)	1 200	60 775	60 673	59 575			
Guichets automatiques bancaires	(157)	4 381	4 399	4 538			
Unités de service							
Au Canada	(4)	1 300	1 298	1 304			
À l'étranger	79	850	802	771			

- (1) L'information financière est tirée des états financiers consolidés préparés en vertu des PCGR des États-Unis, sauf indication contraire. Certains termes sont définis dans le glossaire présenté aux pages 109 et 110 du rapport annuel 2003.
- (2) Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires exprimé en pourcentage de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (calculée selon la moyenne des soldes mensuels liés aux capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période).
- (3) Selon les lignes directrices établies par le surintendant des institutions financières Canada (BSIF) et selon l'information financière préparée en vertu des PCGR du Canada.
- (4) Selon les lignes directrices établies par le Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis et selon l'information financière préparée en vertu des PCGR des États-Unis.
- (5) Les actions à la fin comprennent les actions de trésorerie. La moyenne des actions de base exclut les actions de trésorerie.
- (6) Cours intrajournaliers – haut et bas.

États financiers consolidés intermédiaires (non vérifié)

Bilan consolidé (non vérifié)

	30 avril 2004	31 janvier 2004	31 octobre 2003	30 avril 2003
(en millions de dollars canadiens)				
Actif				
Encaisse et montants à recevoir de banques	3 763 \$	3 342 \$	2 887 \$	2 669 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	10 026	10 962	8 928	12 788
Valeurs mobilières				
Titres du compte de négociation (incluant des montants nantis de 15 395 \$, 11 569 \$, 11 791 \$ et 5 000 \$)	95 613	94 092	86 719	81 946
Titres susceptibles de vente	37 368	37 636	35 783	29 058
	132 981	131 728	122 502	111 004
Biens achetés en vertu de conventions de revente	37 187	32 612	36 289	38 879
Prêts				
Prêts hypothécaires résidentiels	80 201	78 577	78 819	74 431
Prêts aux particuliers	36 784	35 129	31 167	29 758
Prêts sur cartes de crédit	6 739	6 225	4 816	5 327
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	66 794	64 262	57 745	58 809
	190 518	184 193	172 547	168 325
Provision cumulative pour pertes sur prêts	(1 739)	(1 846)	(2 055)	(2 226)
	188 779	182 347	170 492	166 099
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	6 191	5 693	5 943	7 088
Montants se rapportant aux produits dérivés	35 398	39 607	36 640	37 127
Locaux et matériel	1 755	1 734	1 655	1 570
Écart d'acquisition	5 030	4 800	4 633	4 844
Autres actifs incorporels	594	580	580	654
Montants à recouvrer au titre de la réassurance	1 989	1 909	3 321	1 629
Actif lié aux comptes distincts	154	183	224	66
Autres actifs	29 369	25 010	18 497	13 834
	80 480	79 516	71 493	66 812
	453 216 \$	440 507 \$	412 591 \$	398 251 \$
Passif et capitaux propres				
Dépôts				
Au Canada				
Ne portant pas intérêt	26 649 \$	25 166 \$	24 388 \$	22 652 \$
Portant intérêt	137 258	131 373	130 135	125 504
À l'étranger				
Ne portant pas intérêt	2 640	3 920	3 183	2 744
Portant intérêt	105 380	105 214	102 812	100 666
	271 927	265 673	260 518	251 566
Autres				
Acceptations	6 191	5 693	5 943	7 088
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	25 576	24 632	22 743	23 389
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	25 726	20 361	23 735	22 104
Montants se rapportant aux produits dérivés	38 244	41 591	38 427	37 365
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	7 612	7 235	8 630	4 699
Passif lié aux comptes distincts	154	183	224	66
Autres passifs	48 583	47 432	26 199	24 587
	152 086	147 127	125 901	119 298
Débitures subordonnées	8 803	8 031	6 581	6 828
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 585	1 493	1 474	1 475
Capitaux propres				
Actions privilégiées	813	813	813	1 472
Actions ordinaires (émises – 653 279 901, 655 962 800, 656 021 122 et 662 427 105)	7 037	7 035	6 999	7 012
Capital d'apport additionnel	198	177	88	78
Bénéfices non répartis	12 227	11 997	11 591	11 053
Actions de trésorerie (5 182 558 actions et 7 731 453 actions)	(310)	(473)	–	–
Autres éléments du résultat global cumulés	(1 150)	(1 366)	(1 374)	(531)
	18 815	18 183	18 117	19 084
	453 216 \$	440 507 \$	412 591 \$	398 251 \$

État consolidé des résultats (non vérifié)

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2004	31 janvier 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003
(en millions de dollars canadiens)					
Revenu d'intérêt					
Prêts	2 373 \$	2 433 \$	2 462 \$	4 806 \$	5 046 \$
Titres du compte de négociation	571	599	514	1 170	1 067
Titres susceptibles de vente	188	181	214	369	447
Biens achetés en vertu de conventions de revente	126	145	190	271	390
Dépôts à des banques	27	46	45	73	99
	3 285	3 404	3 425	6 689	7 049
Frais d'intérêt					
Dépôts	1 213	1 283	1 339	2 496	2 772
Autres passifs	410	373	373	783	757
Débentures subordonnées	105	103	93	208	189
	1 728	1 759	1 805	3 487	3 718
Revenu net d'intérêt	1 557	1 645	1 620	3 202	3 331
Revenus autres que d'intérêt					
Primes d'assurance, revenu de placement et revenu provenant de services tarifés	516	498	466	1 014	992
Revenus tirés des activités de négociation	430	441	481	871	1 025
Commissions de courtage en valeurs mobilières	365	347	254	712	524
Commissions de gestion de placements et de services de garde	323	303	278	626	559
Frais bancaires sur les dépôts et les paiements	269	257	261	526	540
Revenus tirés des fonds communs de placement	214	202	161	416	330
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	233	181	143	414	273
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	112	73	63	185	129
Revenus sur cartes	72	72	63	144	136
Revenus tirés de la titrisation	56	63	41	119	75
Commissions de crédit	55	50	63	105	126
Revenus tirés des activités hypothécaires	46	2	59	48	129
Gain (perte) à la vente de titres susceptibles de vente	18	7	47	25	17
Autres	86	54	61	140	210
	2 795	2 550	2 441	5 345	5 065
Total des revenus	4 352	4 195	4 061	8 547	8 396
Dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	153	(28)	211	125	411
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	343	330	312	673	683
Frais autres que d'intérêt					
Ressources humaines	1 723	1 668	1 558	3 391	3 189
Matériel	212	209	210	421	404
Frais d'occupation	187	179	179	366	363
Communications	177	150	193	327	371
Honoraires	124	97	106	221	219
Impartition de services de traitement	79	69	76	148	150
Amortissement des autres actifs incorporels	21	16	20	37	39
Autres	206	393	172	599	338
	2 729	2 781	2 514	5 510	5 073
Bénéfice net avant impôts	1 127	1 112	1 024	2 239	2 229
Charge d'impôts	328	289	304	617	714
Bénéfice net avant part des actionnaires sans contrôle	799	823	720	1 622	1 515
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	25	30	31	55	59
Bénéfice net	774 \$	793 \$	689 \$	1 567 \$	1 456 \$
Dividendes sur actions privilégiées	11	11	22	22	45
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	763 \$	782 \$	667 \$	1 545 \$	1 411 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	647 737	650 044	664 634	648 621	665 331
Bénéfice par action (en dollars)	1,18 \$	1,20 \$	1,00 \$	2,38 \$	2,12 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	658 144	659 356	671 991	658 409	673 023
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,16 \$	1,19 \$	0,99 \$	2,34 \$	2,10 \$
Dividendes par action (en dollars)	0,52 \$	0,46 \$	0,43 \$	0,98 \$	0,83 \$

État consolidé de la variation des capitaux propres (non vérifié)

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2004	31 janvier 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003
(en millions de dollars canadiens)					
Actions privilégiées					
Solde au début	813 \$	813 \$	1 502 \$	813 \$	1 515 \$
Gain ou perte de change relatif aux actions libellées en devises	–	–	(30)	–	(43)
Solde à la fin	813	813	1 472	813	1 472
Actions ordinaires					
Solde au début	7 035	6 999	7 029	6 999	6 963
Émises	42	52	37	94	112
Achetées aux fins d'annulation	(40)	(16)	(54)	(56)	(63)
Solde à la fin	7 037	7 035	7 012	7 037	7 012
Capital d'apport additionnel					
Solde au début	177	88	80	88	76
Renonciation aux droits à la plus-value des actions, déduction faite des impôts connexes	–	1	(3)	1	(3)
Attributions de rémunération à base d'actions	26	12	1	38	5
Montants reclassés	–	34	–	34	–
Incidence initiale de l'adoption du FIN 46, <i>Consolidation of Variable Interest Entities</i>	–	42	–	42	–
Autres	(5)	–	–	(5)	–
Solde à la fin	198	177	78	198	78
Bénéfices non répartis					
Solde au début	11 997	11 591	10 910	11 591	10 473
Bénéfice net	774	793	689	1 567	1 456
Dividendes sur actions privilégiées	(11)	(11)	(22)	(22)	(45)
Dividendes sur actions ordinaires	(336)	(298)	(285)	(634)	(552)
Prime versée sur les actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(197)	(78)	(239)	(275)	(279)
Solde à la fin	12 227	11 997	11 053	12 227	11 053
Actions de trésorerie					
Solde au début	(473)	–	–	–	–
Montants reclassés	–	(304)	–	(304)	–
Ventes (acquisitions) nettes	163	(127)	–	36	–
Incidence initiale de l'adoption du FIN 46, <i>Consolidation of Variable Interest Entities</i>	–	(42)	–	(42)	–
Solde à la fin	(310)	(473)	–	(310)	–
Autres éléments du résultat global cumulés, déduction faite des impôts connexes					
Gains et pertes non réalisés sur les titres susceptibles de vente	155	237	214	155	214
Gains et pertes de change non réalisés, déduction faite des opérations de couverture	(570)	(849)	(370)	(570)	(370)
Gains et pertes sur les produits dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(232)	(251)	(82)	(232)	(82)
Obligation additionnelle au titre de la charge de retraite	(503)	(503)	(293)	(503)	(293)
Solde à la fin	(1 150)	(1 366)	(531)	(1 150)	(531)
Capitaux propres à la fin	18 815 \$	18 183 \$	19 084 \$	18 815 \$	19 084 \$
Résultat global, déduction faite des impôts connexes					
Bénéfice net	774 \$	793 \$	689 \$	1 567 \$	1 456 \$
Autres éléments du résultat global					
Variation des gains et des pertes non réalisés sur les titres susceptibles de vente	(82)	124	6	42	12
Variation des gains et des pertes de change non réalisés	623	265	(785)	888	(940)
Incidence de la couverture des gains et des pertes de change non réalisés	(344)	(221)	483	(565)	624
Variation des gains et des pertes sur les produits dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	10	(153)	(6)	(143)	6
Reclassement aux résultats de gains et de pertes liés à la couverture des flux de trésorerie	9	6	25	15	39
Obligation additionnelle au titre de la charge de retraite	–	(13)	–	(13)	–
Résultat global	990 \$	801 \$	412 \$	1 791 \$	1 197 \$

État consolidé des flux de trésorerie (non vérifié)

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2004	31 janvier 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003
(en millions de dollars canadiens)					
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Bénéfice net	774 \$	793 \$	689 \$	1 567 \$	1 456 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation					
Dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	153	(28)	211	125	411
Amortissement	89	95	94	184	190
Amortissement des autres actifs incorporels	21	16	20	37	39
Réduction de valeur de frais d'émission reportés	–	25	–	25	–
Gain à la vente de locaux et de matériel	(31)	(5)	(3)	(36)	(8)
Gain tiré de la titrisation de prêts	(16)	(8)	(6)	(24)	(6)
Réduction de valeur de placements	–	24	–	24	–
Gain à la vente de titres susceptibles de vente	(18)	(7)	(47)	(25)	(17)
Variation de l'actif et du passif d'exploitation					
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	377	(1 395)	(142)	(1 018)	(48)
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	(100)	(121)	37	(221)	85
Impôts exigibles	331	(1 376)	383	(1 045)	259
Impôts reportés	4	(48)	72	(44)	110
Actifs se rapportant aux produits dérivés	4 209	(2 983)	173	1 226	(5 877)
Passifs se rapportant aux produits dérivés	(3 347)	3 159	(1 068)	(188)	4 628
Titres du compte de négociation	(1 521)	(8 108)	(5 235)	(9 629)	(5 216)
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	944	1 889	4 466	2 833	5 399
Autres	(2 129)	5 366	(314)	3 237	(2 913)
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'exploitation	(260)	(2 712)	(670)	(2 972)	(1 508)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	936	(2 612)	(1 639)	(1 676)	(1 302)
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation de prêts	(8 120)	(3 791)	(831)	(11 911)	374
Produit tiré de la titrisation de prêts	994	769	308	1 763	308
Produit tiré de la vente de titres susceptibles de vente	4 331	4 282	3 759	8 613	7 122
Produit tiré de l'arrivée à échéance de titres susceptibles de vente	6 417	8 637	5 632	15 054	11 097
Acquisitions de titres susceptibles de vente	(9 645)	(14 463)	(8 342)	(24 108)	(19 593)
Acquisitions nettes de locaux et de matériel	(84)	(174)	(54)	(258)	(123)
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente	(4 575)	3 677	517	(898)	(1 794)
Flux de trésorerie nets provenant de (affectés à) l'acquisition de filiales	(111)	558	–	447	(194)
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement	(9 857)	(3 117)	(650)	(12 974)	(4 105)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Variation des dépôts au Canada	7 368	2 016	6 389	9 384	5 197
Variation des dépôts à l'étranger	(1 114)	3 139	(3 454)	2 025	460
Émission de débentures subordonnées	1 000	1 500	–	2 500	–
Remboursement de débentures subordonnées	(350)	–	–	(350)	–
Émission d'actions ordinaires	41	49	35	90	106
Actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(237)	(94)	(293)	(331)	(342)
Ventes (acquisitions) nettes d'actions de trésorerie	163	(127)	–	36	–
Dividendes versés	(309)	(309)	(290)	(618)	(579)
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	5 365	(3 374)	(1 283)	1 991	995
Variation des emprunts à court terme des filiales	(1 389)	3 484	(116)	2 095	(89)
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	10 538	6 284	988	16 822	5 748
Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques	421	455	(332)	876	135
Encaisse et montants à recevoir de banques au début	3 342	2 887	3 001	2 887	2 534
Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin	3 763 \$	3 342 \$	2 669 \$	3 763 \$	2 669 \$
Présentation d'informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie					
Intérêts versés durant la période	1 832 \$	1 867 \$	1 748 \$	3 699 \$	3 696 \$
Impôts sur les bénéfices payés durant la période	355 \$	1 553 \$	417 \$	1 908 \$	1 176 \$

Notes complémentaires (non vérifié) (tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf les montants liés aux actions)

Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) des États-Unis et en fonction des mêmes conventions comptables que celles décrites dans les états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 31 octobre 2003, sous réserve des renseignements ci-après. En vertu des PCGR des États-Unis, des renseignements supplémentaires sont exigés dans les états financiers annuels et, par conséquent, ces états financiers intermédiaires doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés vérifiés et les notes complémentaires de l'exercice terminé le 31 octobre 2003 aux pages 72 à 76 du rapport annuel 2003. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période courante.

Note 1 Principales conventions comptables

Consolidation des entités à détenteurs de droits variables

Le 17 janvier 2003, le Financial Accounting Standards Board (FASB) a publié le FIN 46, intitulé *Consolidation of Variable Interest Entities* qui précise l'application de l'Accounting Research Bulletin 51, intitulé *Consolidated Financial Statements*, aux entités à détenteurs de droits variables (EDDV). Le bulletin d'interprétation s'applique avec prise d'effet immédiate à toutes les EDDV créées après le 31 janvier 2003. Le 24 décembre 2003, le FASB a publié le FIN 46 révisé (FIN 46R). Les dispositions du FIN 46R relatives à la date d'entrée en vigueur exigent l'application du FIN 46 ou du FIN 46R aux entités ad hoc, y compris celles créées avant le 31 janvier 2003, au plus tard à la fin de la première période de déclaration terminée après le 15 décembre 2003. L'application du FIN 46R est requise pour toutes les entités, y compris celles auxquelles le FIN 46 a été antérieurement appliqué, au plus tard à la fin de la première période de déclaration terminée après le 15 mars 2004. Nous avons appliqué le FIN 46R à toutes les entités ad hoc et EDDV à compter du 30 avril 2004 comme il est expliqué ci-après.

Titrisation des actifs financiers des clients

L'actif des programmes de papier commercial adossé à des créances offerts par des fonds multicédants (fonds multicédants) que nous administrons totalisait 28,6 milliards de dollars au 30 avril 2004. Certains de ces fonds multicédants dont l'actif totalise 21,2 milliards de dollars ont été restructurés au cours du premier trimestre de 2004 par la vente d'une participation de membre subordonnée dans chacun d'entre eux à un tiers. La participation de membre subordonnée de chacun de ces fonds multicédants assume la plus grande part des pertes prévues des fonds multicédants comme il est défini dans le FIN 46R; par conséquent, nous ne sommes pas tenus de les consolider en vertu du FIN 46R. Toutefois, nous continuons de détenir des droits variables importants dans ces fonds multicédants. La perte maximale que nous pourrions subir relativement à ces fonds multicédants restructurés s'établissait à 20,3 milliards de dollars au 30 avril 2004, en raison de facilités de garantie de liquidités et de rehaussements de crédit partiels que nous avons fournis. Ces éléments sont aussi inclus dans notre information présentée à l'égard des garanties. Nous sommes le principal bénéficiaire des fonds multicédants restants dont l'actif s'établit à 7,4 milliards de dollars puisque nous assumons la plus grande part de leurs pertes prévues en raison de facilités de garantie de liquidités et de rehaussements de crédit que nous avons fournis, de même qu'en raison de la variabilité de certains honoraires que nous touchons. Par conséquent, nous les avons consolidés depuis le 31 janvier 2004. Le papier commercial et les autres passifs de ces fonds multicédants consolidés, présentés dans les autres passifs de notre bilan consolidé, sont sans garantie (sauf lorsque nous sommes partie à des facilités de garantie de liquidités ou à des rehaussements de crédit), et nous n'avons aucun droit sur les actifs détenus par ces fonds multicédants, qui sont présentés dans notre bilan consolidé principalement de la façon suivante : prêts sur cartes de crédit de 0,8 milliard de dollars, prêts aux particuliers de 3,2 milliards et prêts aux entreprises et aux gouvernements de 3,4 milliards. Nous procédons actuellement à la restructuration de ces fonds multicédants consolidés, ce qui pourrait avoir pour incidence que nous n'en serons plus le principal bénéficiaire.

Nos états financiers consolidés comprennent d'autres EDDV dont nous sommes le principal bénéficiaire. Elles sont principalement utilisées aux fins de la création de produits de placement et de produits financiers structurés, et comprennent aussi certaines structures de rémunération; leur actif au 30 avril 2004 s'établissait à 3,2 milliards de dollars. Les actifs qui soutiennent les obligations de ces EDDV sont présentés dans notre bilan consolidé principalement de la façon suivante : titres du compte de négociation de 1,3 milliard de dollars, prêts aux entreprises et aux gouvernements de 1,1 milliard, titres susceptibles de vente de 0,5 milliard et dépôts bancaires portant intérêt de 0,1 milliard. Nos actions ordinaires détenues par les structures de rémunération, qui se chiffraient à 0,2 milliard de dollars au 30 avril 2004, sont présentées dans les actions de trésorerie. L'obligation d'octroyer ces actions aux employés est inscrite à titre d'augmentation du capital d'apport additionnel à mesure que la charge au titre du régime de rémunération à base d'actions connexe est constatée.

Nous avons évalué notre participation dans d'autres EDDV et bien que nous ne soyons le principal bénéficiaire d'aucune d'entre elles, nous détenons dans certaines de ces EDDV des droits variables importants. Les EDDV dans lesquelles nous détenons des droits variables importants avaient un actif totalisant environ 8,7 milliards de dollars au 30 avril 2004, et elles comprennent principalement certaines obligations garanties par les créances (OGC), des programmes de papier commercial adossé à des créances administrés par des tiers, des structures de financement structuré et des fonds de placement. La perte maximale que nous pourrions subir relativement à nos droits variables importants dans chacune de ces EDDV s'établissait à environ 2,6 milliards de dollars au 30 avril 2004 et comprend principalement nos placements dans ces dernières, des prêts et la valeur nominale des facilités de garantie de liquidités qui leur ont été consentis, et la juste valeur des dérivés conclus avec elles.

À compter du premier trimestre de l'exercice en cours, nous avons procédé à la déconsolidation d'une OGC dont l'actif totalise 0,4 milliard de dollars parce que la variabilité de nos honoraires à titre de gestionnaire de garanties n'est pas suffisamment importante pour que nous en soyons considérés le principal bénéficiaire en vertu du FIN 46R. Nous continuons de ne pas consolider une fiducie de capital qui a été créée en 2003 aux fins de l'émission d'un type innovateur de capital de première catégorie de 0,9 milliard de dollars. Nous avons émis un billet de dépôt de premier rang du même montant à la fiducie. Bien que nous détenions les capitaux propres ordinaires et le contrôle des droits de vote liés à la fiducie, nous ne sommes pas

reputés en être le principal bénéficiaire puisque nous n'assumons pas la plus grande part des pertes prévues. À compter du premier trimestre de l'exercice en cours, nous avons procédé, pour des raisons semblables, à la déconsolidation de certaines autres fiducies de capital pour environ 0,2 milliard de dollars.

Titrisation de nos actifs financiers

Nous titrisons nos actifs par l'entremise de deux entités dont aucune n'avait été consolidée au 30 avril 2004 en vertu du FIN 46R. Une des entités est une structure d'accueil admissible aux termes de la norme FAS 140 et est donc exemptée expressément de l'exigence de consolidation du FIN 46R, et le degré de notre participation dans la deuxième entité par rapport aux autres investisseurs est tel que nous n'assumons pas la plus grande part des pertes prévues. Pour de plus amples détails ayant trait à nos activités de titrisation, voir la note 3.

Fonds communs de placement et actifs administrés en fiducie

En vertu du FIN 46, nous avons conclu que nous serions le principal bénéficiaire d'entités présentant une faible volatilité du rendement sur leur actif. Puisque le FIN 46R a retiré la disposition du FIN 46 qui exigeait la comparaison entre les honoraires bruts touchés et la variabilité du rendement à laquelle sont exposés les investisseurs ou les bénéficiaires, nous ne nous considérons plus comme le principal bénéficiaire de ces entités et nous ne nous considérons pas que la variabilité de nos honoraires est importante par rapport au risque assumé par les investisseurs ou les bénéficiaires.

Nous continuons à surveiller les faits nouveaux qui pourraient influencer sur notre interprétation actuelle du FIN 46R.

Classement des couvertures économiques

En décembre 2003, la Securities and Exchange Commission a clarifié sa position relative au classement, dans l'état des résultats, des couvertures économiques qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture en vertu du FAS 133. Par conséquent, nous avons reclassé les gains et les pertes réalisés sur ces couvertures, auparavant présentés au poste Revenu d'intérêt – Prêts, dans le poste Revenus autres que d'intérêt – Autres, de telle sorte que les revenus, les charges et les variations de la juste valeur liés à ces produits dérivés non admissibles à la comptabilité de couverture sont maintenant tous inscrits au même poste de notre état consolidé des résultats pour le trimestre courant et les périodes antérieures.

Actions de trésorerie

À compter du 1^{er} novembre 2003, nous avons inscrit, à titre de déduction du total des capitaux propres, nos propres actions acquises et détenues par des filiales à des fins autres que leur annulation. Ces actions sont maintenant présentées au poste Actions de trésorerie mais étaient auparavant classées dans les titres du compte de négociation et dans les autres actifs. Le solde en circulation au début de l'exercice a été reclassé dans les actions de trésorerie plutôt que dans les actifs. Les actions de trésorerie sont inscrites à leur coût historique et subissent une réduction au moment de la vente ou du transfert aux employés en vertu de certaines ententes de rémunération à base d'actions. Tout gain ou toute perte sur la vente ou le transfert d'actions de trésorerie est constaté dans le capital d'apport additionnel ou imputé aux bénéficiaires non répartis, respectivement.

Divulgaration de renseignements par les employeurs relativement aux régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs au départ à la retraite

En décembre 2003, le FASB a publié le FAS 132 (révisé en 2003), intitulé *Employers' Disclosures about Pensions and Other Postretirement Benefits, an amendment of FASB Statements No. 87, 88 and 106* (FAS 132R), qui exige la divulgation de renseignements supplémentaires relatifs aux actifs, aux obligations, aux flux de trésorerie et au coût net des prestations périodiques liés aux régimes de retraite à prestations déterminées et à d'autres régimes d'avantages postérieurs au départ à la retraite. Cette norme ne modifie pas les méthodes de mesure ou de constatation pour ces régimes. L'information exigée pour les régimes de retraite doit être présentée distinctement de celle relative aux autres régimes d'avantages postérieurs au départ à la retraite. Les nouvelles exigences en matière de présentation sont en vigueur pour les exercices des sociétés ouvertes se terminant après le 15 décembre 2003, et prendront effet à une date ultérieure dans le cas de certains renseignements et dans le cas des régimes étrangers. En ce qui a trait aux périodes intermédiaires, les exigences sont en vigueur pour les périodes débutant après le 15 décembre 2003. Au deuxième trimestre de 2004, nous avons adopté le FAS 132R et nous avons fourni, à la note 5, des renseignements supplémentaires relatifs aux périodes intermédiaires sur les régimes de retraite à prestations déterminées et d'autres régimes d'avantages postérieurs au départ à la retraite.

Modification de la présentation des états financiers

Au cours du trimestre, nous avons révisé la présentation de certains éléments de notre bilan consolidé et nous avons décidé de reclasser certains certificats de dépôt détenus à des fins de négociation totalisant 5,1 milliards de dollars au 31 janvier 2004, 5,7 milliards au 31 octobre 2003 et 6,5 milliards au 30 avril 2003, auparavant présentés dans le poste Dépôts productifs d'intérêts à des banques, dans le poste Titres du compte de négociation afin de refléter de manière plus appropriée la nature de ces instruments.

Modifications comptables futures**Méthode des deux catégories pour le calcul du bénéfice par action (EITF 03-6)**

Le Emerging Issues Task Force (« EITF ») en est venu à un consensus final relativement à l'EITF 03-6 intitulé *Participating Securities and the Two-Class Method under FASB Statement No. 128, Earnings per Share*, qui a par la suite été approuvé par le FASB le 31 mars 2004. Le consensus final exige une modification du calcul du bénéfice par action afin de refléter certaines valeurs mobilières ou certains autres instruments ou contrats qui confèrent à leur détenteur un droit de participation dans les bénéfices non répartis de l'entité publiante lorsque ce droit est obligatoire et peut être déterminé de façon objective. Ce consensus est en vigueur pour les exercices ouverts après le 31 mars 2004 et exige un ajustement rétroactif du bénéfice par action déclaré pour les périodes antérieures. Nous évaluons actuellement l'incidence de ce consensus.

Autres

Par suite de la publication récente, par l'Institut Canadien des Comptables Agréés, du chapitre 1100 intitulé *Principes comptables généralement reconnus*, nous procédons à l'examen de nos pratiques actuelles, principalement celles ayant trait à la compensation de certains actifs et passifs ainsi qu'au procédé utilisé pour déterminer les renseignements relatifs à la comptabilisation des valeurs mobilières à la date de transaction. Par conséquent, nous procédons aussi à l'examen de ces pratiques en vertu des PCGR des États-Unis.

Note 2 | Acquisitions**Acquisition de William R. Hough & Co., Inc.**

Le 27 février 2004, RBC Dain Rauscher Inc. a acquis la totalité des actions en circulation de William R. Hough & Co., Inc., une société fermée ayant son siège à St. Petersburg, en Floride, offrant des services de placement traditionnels et étant spécialisée dans les instruments à revenu fixe et la prise ferme, principalement dans le sud-est des États-Unis et au Texas. Le prix d'acquisition s'est établi à environ 107 millions de dollars US, y compris les frais de clôture, et l'excédent du prix d'acquisition sur la juste valeur des actifs corporels nets acquis s'est chiffré à environ 87 millions de dollars US, montant qui a été principalement attribué à l'écart d'acquisition.

Note 3 | Titrisations

Au cours du deuxième trimestre de 2004, nous avons titrisé des prêts hypothécaires résidentiels garantis par le gouvernement de 1,8 milliard de dollars par la création de titres hypothécaires, et nous avons initialement vendu pour 1 milliard de ces titres. Nous avons reçu un produit net en espèces de 994 millions de dollars et avons conservé des droits relatifs aux intérêts futurs excédentaires de 35 millions sur les prêts hypothécaires résidentiels. Un gain avant impôts de 29 millions de dollars sur la vente, après déduction des frais liés à l'opération, a été constaté au poste Revenus tirés de la titrisation. Les titres hypothécaires créés et non vendus demeurent inscrits au bilan consolidé, au poste Titres susceptibles de vente.

Note 4 | Rémunération à base d'actions

Nous avons adopté prospectivement la méthode de la juste valeur recommandée par la norme FAS 123, *Accounting for Stock-Based Compensation*, eu égard aux nouvelles attributions faites après le 1^{er} novembre 2002. Le tableau suivant présente l'information pro forma qui reflète l'incidence de la méthode de la juste valeur sur les attributions faites avant le 1^{er} novembre 2002 :

Bénéfice net pro forma et bénéfice par action pro forma

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2004	31 janvier 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003
Tel que déclaré :					
Bénéfice net	774 \$	793 \$	689 \$	1 567 \$	1 456 \$
Bénéfice par action	1,18	1,20	1,00	2,38	2,12
Bénéfice dilué par action	1,16	1,19	0,99	2,34	2,10
Pro forma :					
Bénéfice net	769 \$	784 \$	676 \$	1 553 \$	1 433 \$
Bénéfice par action	1,17	1,19	0,98	2,36	2,09
Bénéfice dilué par action	1,15	1,17	0,98	2,33	2,07

Note 5 | Prestations de retraite et autres avantages postérieurs au départ à la retraite**Charge au titre des prestations constituées**

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2004	31 janvier 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003
Coût des services rendus	33 \$	34 \$	30 \$	67 \$	60 \$
Intérêts débiteurs	82	82	76	164	153
Taux de rendement prévu de l'actif des régimes	(79)	(78)	(75)	(157)	(150)
Amortissement de l'actif transitoire	-	-	-	-	(1)
Amortissement du coût des services passés	8	8	8	16	15
Amortissement de la perte actuarielle nette	21	21	4	42	8
Charge au titre des régimes à prestations déterminées	65	67	43	132	85
Charge au titre des régimes à cotisations déterminées	18	18	17	36	34
Charge au titre des prestations constituées	83 \$	85 \$	60 \$	168 \$	119 \$

Charge au titre des autres avantages postérieurs au départ à la retraite

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2004	31 janvier 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003
Coût des services rendus	12 \$	12 \$	10 \$	24 \$	20 \$
Intérêts débiteurs	23	23	20	46	40
Amortissement de l'obligation transitoire	4	4	4	8	9
Amortissement de la perte actuarielle nette	8	8	6	16	12
Amortissement du coût des services passés	-	-	-	-	1
Charge au titre des autres avantages postérieurs au départ à la retraite	47 \$	47 \$	40 \$	94 \$	82 \$

Contributions de l'employeur

Pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2004, nous avons contribué un montant de 33 millions de dollars et de 71 millions, respectivement, à nos régimes à prestations déterminées, et un montant de 8 millions et de 16 millions, respectivement, à nos régimes d'autres avantages postérieurs au départ à la retraite. Au 30 avril 2004, les contributions prévues à nos régimes à prestations déterminées et à nos régimes d'autres avantages postérieurs au départ à la retraite pour le reste de l'exercice se chiffraient à 71 millions de dollars et à 16 millions, respectivement. Toutefois, ces montants pourraient être modifiés par suite de l'examen des niveaux actuels des contributions que la direction prévoit mener au cours du prochain trimestre.

Note 6 | Opérations importantes portant sur les capitaux propres

Le 3 novembre 2003, nous avons émis des débetures subordonnées pour un montant de 1 milliard de dollars portant intérêt au taux annuel de 5,45 % (versé semestriellement) jusqu'au 4 novembre 2013, et au taux des acceptations bancaires pour trois mois majoré de 1,00 % par la suite jusqu'à leur échéance le 4 novembre 2018 (versé trimestriellement). Le prix par débenture a été fixé à 100 \$ et le rendement jusqu'au 4 novembre 2013 est de 5,45 %.

Le 27 janvier 2004, nous avons émis des débetures subordonnées pour un montant de 500 millions de dollars portant intérêt au taux annuel de 3,96 % (versé semestriellement) jusqu'au 27 janvier 2009, et au taux des acceptations bancaires pour trois mois majoré de 1,00 % par la suite jusqu'à leur échéance le 27 janvier 2014 (versé trimestriellement). Le prix par débenture a été fixé à 99,964 \$ et le rendement jusqu'au 27 janvier 2009 est de 3,968 %.

b) Résultats trimestriels par secteurs géographiques

	30 avril 2004				31 janvier 2004				30 avril 2003			
	Canada	É.-U.	Autres pays	Total	Canada	É.-U.	Autres pays	Total	Canada	É.-U.	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêt	1 202 \$	230 \$	125 \$	1 557 \$	1 290 \$	249 \$	106 \$	1 645 \$	1 245 \$	302 \$	73 \$	1 620 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 480	908	407	2 795	1 307	852	391	2 550	1 206	791	444	2 441
Total des revenus	2 682	1 138	532	4 352	2 597	1 101	497	4 195	2 451	1 093	517	4 061
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	127	22	4	153	8	-	(36)	(28)	181	13	17	211
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	141	103	99	343	152	111	67	330	115	79	118	312
Frais autres que d'intérêt	1 606	909	214	2 729	1 464	1 073	244	2 781	1 442	867	205	2 514
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	289	35	29	353	331	(50)	38	319	264	53	18	335
Bénéfice net (perte nette)	519 \$	69 \$	186 \$	774 \$	642 \$	(33)\$	184 \$	793 \$	449 \$	81 \$	159 \$	689 \$

c) Résultats semestriels par secteurs d'exploitation

	RBC Banque		RBC Investissements		RBC Assurances		RBC Marchés des Capitaux	
	2004	2003	2004	2003	2004	2003	2004	2003
Revenu net d'intérêt	2 713 \$	2 746 \$	208 \$	223 \$	- \$	- \$	279 \$	204 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 040	1 081	1 702	1 489	1 014	992	1 192	1 101
Total des revenus	3 753	3 827	1 910	1 712	1 014	992	1 471	1 305
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	217	288	2	-	-	-	(57)	135
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	-	-	-	-	673	683	-	-
Frais autres que d'intérêt	2 357	2 331	1 500	1 456	212	199	1 121	820
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	406	447	128	83	3	-	78	137
Bénéfice net (perte nette)	773 \$	761 \$	280 \$	173 \$	126 \$	110 \$	329 \$	213 \$

	RBC Services Internationaux		Autres		Total	
	2004	2003	2004	2003	2004	2003
Revenu net d'intérêt	85 \$	81 \$	(83)\$	77 \$	3 202 \$	3 331 \$
Revenus autres que d'intérêt	364	329	33	73	5 345	5 065
Total des revenus	449	410	(50)	150	8 547	8 396
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(17)	2	(20)	(14)	125	411
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	-	-	-	-	673	683
Frais autres que d'intérêt	309	287	11	(20)	5 510	5 073
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	44	36	13	70	672	773
Bénéfice net (perte nette)	113 \$	85 \$	(54)\$	114 \$	1 567 \$	1 456 \$

d) Résultats semestriels par secteurs géographiques

	2004				2003			
	Canada	É.-U.	Autres pays	Total	Canada	É.-U.	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêt	2 492 \$	479 \$	231 \$	3 202 \$	2 602 \$	616 \$	113 \$	3 331 \$
Revenus autres que d'intérêt	2 787	1 760	798	5 345	2 451	1 695	919	5 065
Total des revenus	5 279	2 239	1 029	8 547	5 053	2 311	1 032	8 396
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	135	22	(32)	125	284	54	73	411
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	293	214	166	673	286	174	223	683
Frais autres que d'intérêt	3 070	1 982	458	5 510	2 870	1 778	425	5 073
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	620	(15)	67	672	627	119	27	773
Bénéfice net (perte nette)	1 161 \$	36 \$	370 \$	1 567 \$	986 \$	186 \$	284 \$	1 456 \$

(1) Aux fins de l'information de gestion, nos activités sont réparties entre différents secteurs d'exploitation principaux : RBC Banque, RBC Assurances, RBC Investissements, RBC Marchés des Capitaux et RBC Services Internationaux. Le secteur Autres comprend principalement la trésorerie générale, les groupes fonctionnels et le groupe de technologie de l'information. Le processus d'information de gestion comprend la mesure du rendement de ces secteurs d'exploitation fondée sur notre structure de gestion, et peut ne pas être comparable à des renseignements semblables présentés par d'autres sociétés de services financiers. Nous utilisons un modèle d'information de gestion qui comprend des méthodologies pour l'établissement des prix de cession interne des fonds, l'attribution du capital économique et les transferts de coûts afin de mesurer les résultats des secteurs d'exploitation. Les revenus et les charges d'exploitation directement liés à un secteur d'exploitation sont inclus dans les résultats de ce secteur. L'établissement des prix de cession interne des fonds, des biens et des services entre les secteurs d'exploitation suit généralement les taux du marché. Les coûts et les frais indirects ainsi que le capital sont répartis entre les secteurs d'exploitation selon des méthodes de répartition basées sur le risque, ces méthodes étant assujetties à un examen continu. Aux fins de la présentation des résultats par secteurs géographiques, nos activités sont regroupées dans les colonnes Canada, États-Unis et Autres pays. Les opérations sont principalement comptabilisées selon l'emplacement qui reflète le mieux le risque lié aux variations négatives de la conjoncture économique et les occasions de croissance liées aux variations positives de cette conjoncture. Cet emplacement correspond fréquemment à celui de l'entité juridique par l'entremise de laquelle les activités sont exercées et à celui du client. Les opérations comptabilisées dans la devise locale de référence sont assujetties aux variations du taux de change en raison de la fluctuation du dollar canadien.

Au cours du trimestre, nous avons procédé à l'examen de la présentation des résultats par secteurs géographiques et nous avons reclassé certains montants afin de refléter de manière plus appropriée la façon dont la direction examine ces résultats, conformément à la méthodologie présentée plus haut. Au sein de RBC Assurances, certains montants relatifs à la réassurance, auparavant présentés dans les secteurs États-Unis ou Canada, ont été reclassés dans le secteur Autres pays. Dans le secteur Autres, certains chiffres comparatifs liés à la vente à Moneris Solutions, Inc. du portefeuille d'acquisition de comptes de commerçants de RBC Centura au cours du premier trimestre de 2004, auparavant présentés dans le secteur Canada, ont été reclassés dans le secteur États-Unis.

Note 10 | Événement postérieur à la date du bilan

Acquisition des activités canadiennes de Provident Life and Accident Insurance Company

Avec prise d'effet le 1^{er} mai 2004, RBC Assurances a acquis les activités canadiennes de Provident Life and Accident Insurance Company (PLAIC), une filiale en propriété exclusive de UnumProvident Corporation. Dans le cadre de cette opération, RBC Assurances a pris en charge les obligations au titre des polices de PLAIC et a investi 426 millions de dollars afin de finaliser l'acquisition.

Annexe : Information relative au crédit (non vérifié) (1)

Prêts à intérêts non comptabilisés (2)

	30 avril 2004	31 janvier 2004	31 octobre 2003	31 juillet 2003	30 avril 2003
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Prêts à intérêts non comptabilisés					
Prêts hypothécaires résidentiels	147 \$	130 \$	131 \$	128 \$	132 \$
Prêts aux particuliers	225	229	235	260	273
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	1 266	1 437	1 379	1 511	1 758
Total	1 638 \$	1 796 \$	1 745 \$	1 899 \$	2 163 \$
Prêts à intérêts non comptabilisés, en pourcentage des prêts et des acceptations connexes					
Prêts hypothécaires résidentiels	0,18 %	0,17 %	0,17 %	0,17 %	0,18 %
Prêts aux particuliers	0,61 %	0,65 %	0,75 %	0,86 %	0,92 %
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	1,73 %	2,05 %	2,17 %	2,33 %	2,67 %
Total	0,83 %	0,95 %	0,98 %	1,07 %	1,23 %

Provision cumulative pour pertes sur créances

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2004	31 janvier 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Provision cumulative au début	2 036 \$	2 164 \$	2 376 \$	2 164 \$	2 314 \$
Dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	153	(28)	211	125	411
Radiations					
Prêts hypothécaires résidentiels	(1)	(1)	(2)	(2)	(3)
Prêts aux particuliers	(97)	(76)	(114)	(173)	(194)
Prêts sur cartes de crédit	(52)	(45)	(51)	(97)	(94)
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	(166)	(69)	(102)	(235)	(164)
	(316)	(191)	(269)	(507)	(455)
Recouvrements					
Prêts aux particuliers	16	16	16	32	33
Prêts sur cartes de crédit	10	8	8	18	17
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	15	49	17	64	37
	41	73	41	114	87
Radiations nettes	(275)	(118)	(228)	(393)	(368)
Acquisition de Provident Financial Group Inc.	-	6	-	6	-
Acquisition de Admiralty Bancorp, Inc.	-	-	-	-	8
Ajustements	15	12	(24)	27	(30)
Provision cumulative à la fin	1 929 \$	2 036 \$	2 335 \$	1 929 \$	2 335 \$
Radiations nettes, en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	0,58 %	0,26 %	0,53 %	0,43 %	0,42 %
Répartition de la provision cumulative					
Prêts hypothécaires résidentiels	27 \$	27 \$	37 \$	27 \$	37 \$
Prêts aux particuliers	444	449	450	444	450
Prêts sur cartes de crédit	176	176	152	176	152
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	1 039	1 166	1 453	1 039	1 453
Provision cumulative attribuée	1 686	1 818	2 092	1 686	2 092
Provision cumulative non attribuée	243	218	243	243	243
Total	1 929 \$	2 036 \$	2 335 \$	1 929 \$	2 335 \$
Composantes de la provision cumulative					
Provisions spécifiques attribuées	660 \$	772 \$	922 \$	660 \$	922 \$
Provision générale attribuée	1 026	1 046	1 170	1 026	1 170
Total de la provision cumulative attribuée	1 686	1 818	2 092	1 686	2 092
Provision cumulative générale non attribuée	243	218	243	243	243
Total	1 929 \$	2 036 \$	2 335 \$	1 929 \$	2 335 \$
Répartition					
Provision cumulative pour pertes sur prêts	1 739 \$	1 846 \$	2 226 \$	1 739 \$	2 226 \$
Provision cumulative pour éléments hors bilan et autres	190	190	109	190	109
Total	1 929 \$	2 036 \$	2 335 \$	1 929 \$	2 335 \$
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage des prêts et des acceptations	0,9 %	1,0 %	1,3 %	0,9 %	1,3 %
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage des prêts, des acceptations et des conventions de revente	0,7 %	0,8 %	1,0 %	0,7 %	1,0 %
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage des prêts à intérêts non comptabilisés (ratio de couverture)	106 %	103 %	103 %	106 %	103 %

(1) Les mesures financières sont tirées des états financiers consolidés dressés conformément aux PCGR des États-Unis, sauf indication contraire. Certaines définitions sont présentées dans le glossaire figurant aux pages 109 et 110 du rapport annuel 2003.

(2) Les prêts à intérêts non comptabilisés sont présentés à leurs montants bruts.

Principales informations financières (non vérifié) (1)

	Variation par rapport au 30 avril 2003	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le		
		30 avril 2004	31 janvier 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003	Variation par rapport au 30 avril 2003
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants liés aux actions et les pourcentages)							
Résultats							
Revenu net d'intérêt	(4)%	1 556 \$	1 661 \$	1 620 \$	(3)%	3 217 \$	3 319 \$
Revenus autres que d'intérêt	17	2 985	2 705	2 545	8	5 690	5 291
Total des revenus	9	4 541	4 366	4 165	3	8 907	8 610
Dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(29)	149	(25)	211	(70)	124	411
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	45	508	452	351	26	960	759
Frais autres que d'intérêt	7	2 747	2 807	2 560	7	5 554	5 170
Bénéfice net	9	763	790	697	5	1 553	1 476
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	110 p.b.	16,8 %	17,8 %	15,7 %	90 p.b.	17,3 %	16,4 %
Données au bilan							
Prêts (avant la provision cumulative pour pertes sur prêts)	9 %	180 247 \$	173 659 \$	166 043 \$			
Actif	11	433 438	416 444	392 088			
Dépôts	8	271 310	264 966	251 155			
Débiteures subordonnées	30	8 423	7 639	6 474			
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	4	18 324	17 639	17 575			
Ratios de capital (3)							
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif ajusté en fonction des risques	(40)p.b.	10,2 %	10,1 %	10,6 %			
Ratio du capital de première catégorie	(30)	9,3 %	9,3 %	9,6 %			
Ratio du capital total	10	12,9 %	12,9 %	12,8 %			
Information sur les actions ordinaires							
Actions en circulation (en milliers) (4)							
À la fin	(1)%	653 280	655 963	662 427	(1)%	653 280	662 427
Moyenne (de base)	(2)	648 676	650 044	664 634	(2)	649 085	665 331
Moyenne (dilué)	(2)	657 520	658 738	671 398	(2)	657 818	672 409
Bénéfice par action							
De base	15 %	1,16 \$	1,20 \$	1,01 \$	10 %	2,36 \$	2,15 \$
Dilué	14	1,14	1,18	1,00	9	2,33	2,13
Cours de l'action							
Haut (5)	10 %	65,64 \$	65,90 \$	59,91 \$	10 %	65,90 \$	59,91 \$
Bas (5)	14	60,56	60,26	53,26	13	60,26	53,26
À la clôture	2	60,95	63,19	59,80	2	60,95	59,80
Dividendes par action	21	0,52	0,46	0,43	18	0,98	0,83
Valeur comptable par action – à la fin	7	28,44	27,55	26,53	7	28,44	26,53
Capitalisation boursière (en milliards de dollars canadiens)	1	39,8	41,5	39,6	1	39,8	39,6
Renseignements divers							
Employés (équivalent de travail à plein temps)	1 200	60 775	60 673	59 575			
Guichets automatiques bancaires	(157)	4 381	4 399	4 538			
Unités de service							
Au Canada	(4)	1 300	1 298	1 304			
À l'étranger	79	850	802	771			

(1) L'information financière est tirée des états financiers consolidés préparés en vertu des PCGR du Canada, sauf indication contraire. Certains termes sont définis dans le glossaire présenté aux pages 109 et 110 du rapport annuel 2003.

(2) Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires exprimé en pourcentage de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (calculée selon la moyenne des soldes mensuels liés aux capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période).

(3) Selon les lignes directrices établies par le surintendant des institutions financières Canada (BSIF) et selon l'information financière préparée en vertu des PCGR du Canada.

(4) Les actions à la fin comprennent les actions de trésorerie. La moyenne des actions de base exclut les actions de trésorerie.

(5) Cours intrajournaliers – haut et bas.

États financiers consolidés intermédiaires (non vérifié)

Bilan consolidé (non vérifié)

	30 avril 2004	31 janvier 2004	31 octobre 2003	30 avril 2003
(en millions de dollars canadiens)				
Actif				
Encaisse et montants à recevoir de banques	3 763 \$	3 342 \$	2 887 \$	2 669 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	10 007	10 944	8 962	12 817
Valeurs mobilières				
Titres du compte de négociation (incluant des montants nantis de 15 395 \$, 11 569 \$, 11 791 \$ et 5 000 \$)	95 938	94 413	87 532	82 271
Titres du compte de placement	36 842	36 960	35 238	28 297
Titres de substitut de prêt	304	312	325	382
	133 084	131 685	123 095	110 950
Biens achetés en vertu de conventions de revente	37 187	32 612	36 289	38 879
Prêts				
Prêts hypothécaires résidentiels	80 199	78 575	78 817	74 429
Prêts aux particuliers	33 586	31 924	31 167	29 758
Prêts sur cartes de crédit	5 917	5 403	4 816	5 327
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	62 284	59 603	57 649	58 755
	181 986	175 505	172 449	168 269
Provision cumulative pour pertes sur prêts	(1 739)	(1 846)	(2 055)	(2 226)
	180 247	173 659	170 394	166 043
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	6 191	5 693	5 943	7 088
Montants se rapportant aux produits dérivés	34 328	38 350	35 612	36 084
Locaux et matériel	1 775	1 753	1 670	1 583
Écart d'acquisition	4 986	4 754	4 587	4 808
Autres actifs incorporels	594	580	580	654
Autres actifs	21 276	13 072	13 014	10 513
	69 150	64 202	61 406	60 730
	433 438 \$	416 444 \$	403 033 \$	392 088 \$
Passif et capitaux propres				
Dépôts				
Particuliers	111 758 \$	109 116 \$	106 709 \$	105 845 \$
Entreprises et gouvernements	131 793	130 098	129 860	122 638
Banques	27 759	25 752	22 576	22 672
	271 310	264 966	259 145	251 155
Autres				
Acceptations	6 191	5 693	5 943	7 088
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	25 576	24 632	22 855	22 254
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	25 726	20 361	23 735	22 104
Montants se rapportant aux produits dérivés	37 512	40 607	37 775	36 795
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	5 512	5 243	5 256	3 001
Autres passifs	31 563	26 435	21 318	22 665
	132 080	122 971	116 882	113 907
Débitures subordonnées	8 423	7 639	6 243	6 474
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 469	2 397	2 388	1 475
Capitaux propres				
Actions privilégiées	832	832	832	1 502
Actions ordinaires (émises – 653 279 901, 655 962 800, 656 021 122 et 662 427 105)	7 058	7 055	7 018	7 030
Capital d'apport additionnel	140	130	85	80
Bénéfices non répartis	11 953	11 734	11 333	10 835
Actions de trésorerie (4 243 196 actions et 6 951 478 actions)	(257)	(431)	–	–
Écart de conversion	(570)	(849)	(893)	(370)
	19 156	18 471	18 375	19 077
	433 438 \$	416 444 \$	403 033 \$	392 088 \$

État consolidé des résultats (non vérifié)

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2004	31 janvier 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003
(en millions de dollars canadiens)					
Revenu d'intérêt					
Prêts	2 313 \$	2 435 \$	2 467 \$	4 748 \$	5 052 \$
Valeurs mobilières	759	780	728	1 539	1 514
Biens achetés en vertu de conventions de revente	126	145	190	271	390
Dépôts à des banques	41	46	45	87	100
	3 239	3 406	3 430	6 645	7 056
Frais d'intérêt					
Dépôts	1 213	1 269	1 339	2 482	2 772
Autres passifs	365	373	378	738	776
Débitures subordonnées	105	103	93	208	189
	1 683	1 745	1 810	3 428	3 737
Revenu net d'intérêt	1 556	1 661	1 620	3 217	3 319
Revenus autres que d'intérêt					
Primes d'assurance, revenu de placement et revenu provenant de services tarifés	675	613	511	1 288	1 085
Revenus tirés des activités de négociation	429	440	481	869	1 025
Commissions de courtage en valeurs mobilières	365	347	254	712	524
Commissions de gestion de placements et de services de garde	323	303	278	626	559
Frais bancaires sur les dépôts et les paiements	269	257	261	526	540
Revenus tirés des fonds communs de placement	214	202	161	416	330
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	233	181	143	414	273
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	112	73	63	185	129
Revenus sur cartes	124	126	113	250	237
Revenus tirés de la titrisation	59	63	41	122	75
Commissions de crédit	55	50	63	105	126
Revenus tirés des activités hypothécaires	46	2	78	48	147
Gain (perte) à la vente de titres du compte de placement	14	4	47	18	33
Autres	67	44	51	111	208
	2 985	2 705	2 545	5 690	5 291
Total des revenus	4 541	4 366	4 165	8 907	8 610
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	149	(25)	211	124	411
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	508	452	351	960	759
Frais autres que d'intérêt					
Ressources humaines	1 729	1 676	1 574	3 405	3 215
Matériel	226	223	229	449	440
Frais d'occupation	189	181	181	370	367
Communications	180	153	196	333	376
Honoraires	124	97	106	221	219
Impartition de services de traitement	79	69	76	148	150
Amortissement des autres actifs incorporels	21	16	20	37	39
Autres	199	392	178	591	364
	2 747	2 807	2 560	5 554	5 170
Bénéfice net avant impôts	1 137	1 132	1 043	2 269	2 270
Charge d'impôts	337	300	315	637	735
Bénéfice net avant part des actionnaires sans contrôle	800	832	728	1 632	1 535
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	37	42	31	79	59
Bénéfice net	763 \$	790 \$	697 \$	1 553 \$	1 476 \$
Dividendes sur actions privilégiées	11	11	22	22	45
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	752 \$	779 \$	675 \$	1 531 \$	1 431 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	648 676	650 044	664 634	649 085	665 331
Bénéfice par action (en dollars)	1,16 \$	1,20 \$	1,01 \$	2,36 \$	2,15 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	657 520	658 738	671 398	657 818	672 409
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,14 \$	1,18 \$	1,00 \$	2,33 \$	2,13 \$
Dividendes par action (en dollars)	0,52 \$	0,46 \$	0,43 \$	0,98 \$	0,83 \$

État consolidé de la variation des capitaux propres (non vérifié)

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2004	31 janvier 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003
(en millions de dollars canadiens)					
Actions privilégiées					
Solde au début	832 \$	832 \$	1 532 \$	832 \$	1 545 \$
Gain ou perte de change relatif aux actions libellées en devises	–	–	(30)	–	(43)
Solde à la fin	832	832	1 502	832	1 502
Actions ordinaires					
Solde au début	7 055	7 018	7 046	7 018	6 979
Émises	43	53	38	96	114
Achetées aux fins d'annulation	(40)	(16)	(54)	(56)	(63)
Solde à la fin	7 058	7 055	7 030	7 058	7 030
Capital d'apport additionnel					
Solde au début	130	85	81	85	78
Renonciation aux droits à la plus-value des actions, déduction faite des impôts connexes	–	(1)	(2)	(1)	(3)
Attributions de rémunération à base d'actions	15	12	1	27	5
Montants reclassés	–	34	–	34	–
Autres	(5)	–	–	(5)	–
Solde à la fin	140	130	80	140	80
Bénéfices non répartis					
Solde au début	11 734	11 333	10 684	11 333	10 235
Bénéfice net	763	790	697	1 553	1 476
Dividendes sur actions privilégiées	(11)	(11)	(22)	(22)	(45)
Dividendes sur actions ordinaires	(336)	(298)	(285)	(634)	(552)
Prime versée sur les actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(197)	(78)	(239)	(275)	(279)
Incidence cumulative de l'adoption de la NOC-17, « Contrats de dépôt indexés sur actions », déduction faite des impôts connexes	–	(2)	–	(2)	–
Solde à la fin	11 953	11 734	10 835	11 953	10 835
Actions de trésorerie					
Solde au début	(431)	–	–	–	–
Montants reclassés	–	(304)	–	(304)	–
Ventes (acquisitions) nettes	174	(127)	–	47	–
Solde à la fin	(257)	(431)	–	(257)	–
Écart de conversion, déduction faite des impôts connexes					
Solde au début	(849)	(893)	(68)	(893)	(54)
Variation des gains et des pertes de change non réalisés	623	265	(785)	888	(940)
Incidence de la couverture des gains et des pertes de change non réalisés, déduction faite des impôts connexes	(344)	(221)	483	(565)	624
Solde à la fin	(570)	(849)	(370)	(570)	(370)
Capitaux propres à la fin	19 156 \$	18 471 \$	19 077 \$	19 156 \$	19 077 \$

État consolidé des flux de trésorerie (non vérifié)

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril	31 janvier	30 avril	30 avril	30 avril
(en millions de dollars canadiens)	2004	2004	2003	2004	2003
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Bénéfice net	763 \$	790 \$	697 \$	1 553 \$	1 476 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation					
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	149	(25)	211	124	411
Amortissement	92	98	100	190	201
Amortissement des autres actifs incorporels	21	16	20	37	39
Réduction de valeur de frais d'émission reportés	–	25	–	25	–
Gain à la vente de locaux et de matériel	(31)	(5)	(3)	(36)	(8)
Gain tiré de la titrisation de prêts	(16)	(8)	(6)	(24)	(6)
Réduction de valeur de placements	–	9	–	9	–
Gain à la vente de titres du compte de placement	(14)	(4)	(47)	(18)	(33)
Variation de l'actif et du passif d'exploitation					
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	269	(13)	(231)	256	176
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	(101)	(98)	42	(199)	53
Impôts exigibles	331	(1 376)	383	(1 045)	259
Impôts reportés	–	(37)	57	(37)	102
Actifs se rapportant aux produits dérivés	4 022	(2 738)	632	1 284	(5 826)
Passifs se rapportant aux produits dérivés	(3 095)	2 832	(1 304)	(263)	4 658
Titres du compte de négociation	(1 525)	(7 056)	(4 365)	(8 581)	(6 670)
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	944	1 777	2 765	2 721	3 144
Autres	(1 865)	2 905	338	1 040	(583)
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'exploitation	(56)	(2 908)	(711)	(2 964)	(2 607)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	937	(3 161)	(1 640)	(2 224)	(1 301)
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation de prêts	(8 276)	(3 846)	(840)	(12 122)	368
Produit tiré de la titrisation de prêts	994	769	308	1 763	308
Produit tiré de la vente de titres du compte de placement	4 327	4 260	3 581	8 587	6 948
Produit tiré de l'arrivée à échéance de titres du compte de placement	6 409	8 643	5 632	15 052	11 087
Acquisitions de titres du compte de placement	(9 787)	(14 319)	(8 146)	(24 106)	(19 450)
Variation des titres de substitut de prêt	8	13	(10)	21	12
Acquisitions nettes de locaux et de matériel	(88)	(181)	(58)	(269)	(133)
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente	(4 575)	3 677	517	(898)	(1 794)
Flux de trésorerie nets provenant de (affectés à) l'acquisition de filiales	(111)	558	–	447	(194)
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement	(10 162)	(3 587)	(656)	(13 749)	(4 149)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Variation des dépôts	6 344	5 821	2 982	12 165	6 800
Émission de débentures subordonnées	1 000	1 500	–	2 500	–
Remboursement de débentures subordonnées	(350)	–	–	(350)	–
Émission d'actions ordinaires	41	49	35	90	106
Actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(237)	(94)	(293)	(331)	(342)
Ventes (acquisitions) nettes d'actions de trésorerie	174	(127)	–	47	–
Dividendes versés	(309)	(309)	(290)	(618)	(579)
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	5 365	(3 374)	(1 283)	1 991	995
Variation des emprunts à court terme des filiales	(1 389)	3 484	(116)	2 095	(89)
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	10 639	6 950	1 035	17 589	6 891
Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques	421	455	(332)	876	135
Encaisse et montants à recevoir de banques au début	3 342	2 887	3 001	2 887	2 534
Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin	3 763 \$	3 342 \$	2 669 \$	3 763 \$	2 669 \$
Présentation d'informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie					
Intérêts versés durant la période	1 832 \$	1 867 \$	1 748 \$	3 699 \$	3 696 \$
Impôts sur les bénéfices payés durant la période	355 \$	1 553 \$	417 \$	1 908 \$	1 176 \$

Notes complémentaires (non vérifié) (tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf les montants liés aux actions)

Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada et en fonction des mêmes conventions comptables que celles décrites dans les états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 31 octobre 2003, sous réserve des renseignements ci-après. En vertu des PCGR du Canada, des renseignements supplémentaires sont exigés dans les états financiers annuels et, par conséquent, ces états financiers intermédiaires doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés vérifiés et les notes complémentaires de l'exercice terminé le 31 octobre 2003 aux pages 72A à 76A du rapport annuel 2003. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période courante.

Note 1 Principales conventions comptables

Contrats de dépôt indexés sur actions

En novembre 2003, l'Institut Canadien des Comptables agréés (ICCA) a publié la note d'orientation concernant la comptabilité n° 17 intitulée *Contrats de dépôt indexés sur actions* (NOC-17). La NOC-17, qui a trait aux obligations de dépôt prévoyant que nos versions des paiements variables basés sur le rendement de certains indices boursiers, permet la constatation à la juste valeur des obligations au titre du paiement variable intégrées dans ces contrats, les variations de cette juste valeur devant être constatées dans les résultats au fur et à mesure qu'elles se produisent. Nous avons choisi d'appliquer la note d'orientation prospectivement à nos certificats de placement garanti (CPG) indexés sur actions et nos billets indexés sur actions, ce qui n'a pas eu d'incidence importante sur notre situation financière ou nos résultats d'exploitation pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2004.

Classement des couvertures économiques

Nous avons mis à jour la présentation des couvertures économiques qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture afin de reclasser les gains et les pertes réalisés sur ces couvertures, auparavant présentés au poste Revenu d'intérêt – Prêts, dans le poste Revenus autres que d'intérêt – Autres, de telle sorte que les revenus, les charges et les variations de la juste valeur liés à ces dérivés non admissibles à la comptabilité de couverture sont maintenant tous inscrits au même poste de notre état consolidé des résultats pour le trimestre courant et les périodes antérieures.

Principes comptables généralement reconnus

En juillet 2003, l'ICCA a publié le chapitre 1100, intitulé *Principes comptables généralement reconnus*. Ce chapitre établit les normes de présentation de l'information financière conformément aux PCGR et fournit des directives relatives aux sources à consulter au moment du choix des conventions comptables et de la présentation appropriée lorsqu'un sujet donné n'est pas expressément traité par les sources premières de PCGR. Les dispositions du chapitre 1100 sont appliquées prospectivement aux soldes en cours au 1^{er} novembre 2003 et aux opérations survenues après cette date. À la lumière des dispositions du chapitre 1100, nous avons examiné notre application de certaines conventions comptables, comme il est expliqué ci-après. Nous poursuivons l'évaluation de l'incidence du chapitre 1100 sur nos états financiers consolidés, principalement en ce qui a trait à notre pratique actuelle de compensation de certains actifs et passifs.

Comptabilisation à la date de transaction

Le 1^{er} novembre 2003, nous avons appliqué prospectivement la comptabilisation à la date de transaction pour les valeurs mobilières dans notre bilan consolidé intermédiaire. L'application de la comptabilisation à la date de transaction a augmenté les valeurs mobilières de 4,1 milliards de dollars, les autres actifs de 6,0 milliards et les autres passifs de 10,1 milliards au 30 avril 2004. Nous continuons de perfectionner le processus de détermination des renseignements relatifs à la comptabilisation à la date de transaction.

Actions de trésorerie

À compter du 1^{er} novembre 2003, nous avons inscrit, à titre de déduction du total des capitaux propres, nos propres actions acquises et détenues par des filiales à des fins autres que leur annulation. Ces actions sont maintenant présentées au poste Actions de trésorerie mais étaient auparavant classées dans les titres du compte de négociation et dans les autres actifs. Le solde en circulation au début de l'exercice a été reclassé dans les actions de trésorerie plutôt que dans les actifs. Les actions de trésorerie sont inscrites à leur coût historique et subissent une réduction au moment de la revente ou du transfert aux employés en vertu de certaines ententes de rémunération à base d'actions. Tout gain ou toute perte sur la revente ou le transfert d'actions de trésorerie est constaté dans le capital d'apport additionnel ou imputé aux bénéfices non répartis, respectivement.

Actions libellées en devises

Avant le 1^{er} novembre 2003, les actions libellées en devises étaient converties au taux en vigueur à la date du bilan. Nous ne modifions plus le taux auquel ces actions sont converties. L'incidence de cette modification sur nos états financiers consolidés n'a pas été importante.

Avantages sociaux futurs

En janvier 2004, l'ICCA a modifié le chapitre 3461 intitulé *Avantages sociaux futurs* (chapitre 3461R de l'ICCA), afin d'exiger la divulgation de renseignements supplémentaires relatifs aux actifs, aux flux de trésorerie et au coût net des prestations périodiques liés aux régimes de retraite à prestations déterminées et à d'autres régimes d'avantages postérieurs au départ à la retraite. En ce qui a trait aux exercices, les nouvelles exigences sont en vigueur pour les exercices se terminant à compter du 30 juin 2004 et, en ce qui a trait aux périodes intermédiaires, les nouvelles exigences sont en vigueur pour les périodes se terminant à compter de cette date. Au cours du deuxième

trimestre de 2004, nous avons adopté prospectivement les recommandations du chapitre 3461R de l'ICCA et nous avons fourni, à la note 5, des renseignements supplémentaires relatifs aux périodes intermédiaires sur nos régimes de retraite à prestations déterminées et autres régimes d'avantages postérieurs au départ à la retraite.

Modification de la présentation des états financiers

Au cours du trimestre, nous avons révisé la présentation de certains éléments de notre bilan consolidé et nous avons décidé de reclasser certains certificats de dépôt détenus à des fins de négociation totalisant 5,1 milliards de dollars au 31 janvier 2004, 5,7 milliards au 31 octobre 2003 et 6,5 milliards au 30 avril 2003, auparavant présentés dans le poste Dépôts productifs d'intérêts à des banques, dans le poste Titres du compte de négociation afin de refléter de manière plus appropriée la nature de ces instruments.

Modifications comptables futures

Consolidation des entités à détenteurs de droits variables

En juin 2003, l'ICCA a publié la note d'orientation concernant la comptabilité n° 15 intitulée *Consolidation des entités à détenteurs de droits variables* (variable interest entities) (NOC-15). La NOC-15 est harmonisée avec le bulletin d'interprétation n° 46 du Financial Accounting Standards Board (FASB), intitulé *Consolidation of Variable Interest Entities*, et elle fournit des directives sur l'application des principes prévus par le chapitre 1590 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé *Filiales*, à certaines entités définies comme étant des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) et plus fréquemment appelées « entités ad hoc ». La NOC-15 sera en vigueur pour tous les exercices et toutes les périodes intermédiaires débutant à compter du 1^{er} novembre 2004. En décembre 2003, le FASB a publié une version révisée du bulletin d'interprétation n° 46. Par conséquent, l'ICCA a publié un exposé-sondage proposant des modifications à la NOC-15 afin de l'harmoniser avec la directive américaine correspondante, et dont la date d'entrée en vigueur devrait être la même que celle de la NOC-15 initiale. L'ICCA a aussi suspendu l'entrée en vigueur de certaines dispositions relatives à la présentation de la NOC-15 jusqu'à ce que les modifications aient été précisées. Nous prévoyons que nous ne consoliderons pas nos EDDV liées à des fonds communs de placement ou à des actifs gérés en fiducie aux fins de la protection de l'actif, du transfert de patrimoine entre les générations, ou de la planification successorale et financière. Certains des programmes de papier commercial adossés à des créances offerts par des fonds multicédants (fonds multicédants) que nous administrons et dont l'actif totalisait 21,2 milliards de dollars au 30 avril 2004 ont été restructurés au cours du premier trimestre de l'exercice en cours, et nous ne sommes pas tenus de les consolider en vertu du bulletin d'interprétation révisé n° 46. Nous procédons actuellement à la restructuration des fonds multicédants restants dont l'actif total se chiffrait à 7,4 milliards de dollars au 30 avril 2004, ce qui pourrait avoir pour incidence que nous n'en serons plus le principal bénéficiaire.

Passif et capitaux propres

Par suite des révisions du chapitre 3860 de l'ICCA, intitulé *Instruments financiers – informations à fournir et présentation*, qui entreront en vigueur le 1^{er} novembre 2004, nous devons reclasser à titre de passifs certains de nos instruments financiers pouvant être réglés par un nombre variable de nos actions ordinaires au moment de la conversion par le détenteur. La norme révisée pourrait entraîner le reclassement d'un montant de 1,4 milliard de dollars en titres de fiducie de capital compris dans la part des actionnaires sans contrôle dans les filiales et d'un montant de 300 millions de dollars en actions privilégiées de premier rang, série N, à titre de passifs financiers dans notre bilan consolidé. Les distributions du rendement et dividendes cumulés relatifs à ces instruments seront aussi reclassés sous la rubrique Frais d'intérêt dans notre état consolidé des résultats.

Note 2 Acquisitions

Acquisition de William R. Hough & Co., Inc.

Le 27 février 2004, RBC Dain Rauscher Inc. a acquis la totalité des actions en circulation de William R. Hough & Co., Inc., une société fermée ayant son siège à St. Petersburg, en Floride, offrant des services de placement traditionnels et étant spécialisée dans les instruments à revenu fixe et la prise ferme, principalement dans le sud-est des États-Unis et au Texas. Le prix d'acquisition s'est établi à environ 107 millions de dollars US, y compris les frais de clôture, et l'excédent du prix d'acquisition sur la juste valeur des actifs corporels nets acquis s'est chiffré à environ 87 millions de dollars US, montant qui a été principalement attribué à l'écart d'acquisition.

Note 3 Titrisations

Au cours du deuxième trimestre de 2004, nous avons titrisé des prêts hypothécaires résidentiels garantis par le gouvernement de 1,8 milliard de dollars par la création de titres hypothécaires, et nous avons initialement vendu pour 1 milliard de ces titres.

Nous avons reçu un produit net en espèces de 994 millions de dollars et avons conservé des droits relatifs aux intérêts futurs excédentaires de 35 millions sur les prêts hypothécaires résidentiels. Un gain avant impôts de 29 millions de dollars sur la vente, après déduction des frais liés à l'opération, a été constaté au poste Revenus tirés de la titrisation. Les titres hypothécaires créés et non vendus demeurent inscrits au bilan consolidé, au poste Titres du compte de négociation.

Note 4 | Rémunération à base d'actions

Nous avons adopté prospectivement la méthode de la juste valeur recommandée par l'ICCA au chapitre 3870, intitulé *Rémunérations et autres paiements à base d'actions*, eu égard aux nouvelles attributions faites après le 1^{er} novembre 2002. Le tableau suivant présente l'information pro forma qui reflète l'incidence de la méthode de la juste valeur sur les attributions faites avant le 1^{er} novembre 2002 :

Bénéfice net pro forma et bénéfice par action pro forma

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2004	31 janvier 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003
Tel que déclaré :					
Bénéfice net	763 \$	790 \$	697 \$	1 553 \$	1 476 \$
Bénéfice par action	1,16	1,20	1,01	2,36	2,15
Bénéfice dilué par action	1,14	1,18	1,00	2,33	2,13
Pro forma :					
Bénéfice net	754 \$	782 \$	688 \$	1 536 \$	1 458 \$
Bénéfice par action	1,15	1,18	1,00	2,33	2,12
Bénéfice dilué par action	1,13	1,17	0,99	2,30	2,11

Note 5 | Prestations de retraite et autres avantages postérieurs au départ à la retraite

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2004	31 janvier 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003
Charge au titre des prestations constituées	83 \$	85 \$	60 \$	168 \$	119 \$
Charge au titre des autres avantages postérieurs au départ à la retraite	47	47	40	94	82

Note 6 | Opérations importantes portant sur les capitaux propres

Le 3 novembre 2003, nous avons émis des débetures subordonnées pour un montant de 1 milliard de dollars portant intérêt au taux annuel de 5,45 % (versé semestriellement) jusqu'au 4 novembre 2013, et au taux des acceptations bancaires pour trois mois majoré de 1,00 % par la suite jusqu'à leur échéance le 4 novembre 2018 (versé trimestriellement). Le prix par débenture a été fixé à 100 \$ et le rendement jusqu'au 4 novembre 2013 est de 5,45 %.

Le 27 janvier 2004, nous avons émis des débetures subordonnées pour un montant de 500 millions de dollars portant intérêt au taux annuel de 3,96 % (versé semestriellement) jusqu'au 27 janvier 2009, et au taux des acceptations bancaires pour trois mois majoré de 1,00 % par la suite jusqu'à leur échéance le 27 janvier 2014 (versé trimestriellement). Le prix par débenture a été fixé à 99,964 \$ et le rendement jusqu'au 27 janvier 2009 est de 3,968 %.

Le 27 février 2004, nous avons annoncé notre intention de rembourser le 11 juin 2004 toutes les débetures subordonnées impayées à 5,10 % échéant le 11 juin 2009, pour un montant de 350 millions de dollars plus les intérêts courus, et de rembourser le 7 juillet 2004 toutes les débetures subordonnées impayées à 6,05 % échéant le 7 juillet 2009, pour un montant de 175 millions plus les intérêts courus.

Le 12 avril 2004, nous avons remboursé toutes les débetures subordonnées impayées à 5,40 % échéant le 12 avril 2009 pour un montant de 350 millions de dollars plus les intérêts courus.

Le 13 avril 2004, nous avons émis des débetures subordonnées pour un montant de 1 milliard de dollars portant intérêt au taux annuel de 4,18 % (versé semestriellement) jusqu'au 1^{er} juin 2009, et au taux des acceptations bancaires pour trois mois majoré de 1,00 % par la suite jusqu'à leur échéance le 1^{er} juin 2014 (versé trimestriellement). Le prix par débenture a été fixé à 100 \$ et le rendement jusqu'au 1^{er} juin 2009 est de 4,181 %.

Au cours du trimestre, nous avons racheté 3 780 700 actions ordinaires dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités à un prix moyen de 62,81 \$. Depuis le début de l'offre publique de rachat en juin 2003, nous avons racheté 11 202 400 actions ordinaires à un prix moyen de 60,86 \$.

Note 7 | Événualités

Litige lié à Enron

La Banque Royale du Canada et des entités apparentées ont été ajoutées à titre de défenderesses dans une procédure contradictoire devant la United States Bankruptcy Court, district sud de New York, antérieurement entamée par Enron Corp. (et des apparentés débiteurs liés), de même que de nombreuses autres institutions financières défenderesses.

La Banque Royale du Canada et des entités apparentées ont aussi été nommées à titre de défenderesses dans le cadre d'une poursuite intentée par une catégorie d'acquéreurs présumés de titres d'emprunt et de participation d'Enron émis dans le public entre le 9 janvier 1999 et le 27 novembre 2001, intitulée *Regents of the University of California c. Royal Bank of Canada* devant le tribunal de district des États-Unis, district sud du Texas (division de Houston). Ce litige a été fusionné avec la poursuite

principale intitulée *Newby c. Enron Corp.*, soit le recours collectif consolidé principal des actionnaires présumés d'Enron, dans le cadre duquel des réclamations similaires ont été faites contre de nombreuses autres institutions financières. En outre, la Banque Royale du Canada et certaines entités apparentées ont été nommées à titre de défenderesses dans le cadre de poursuites liées à Enron qui ont été intentées devant divers tribunaux des États-Unis et dans le cadre desquelles des réclamations similaires ont été faites par des acquéreurs de titres d'Enron. La Banque Royale est aussi défenderesse mise en cause dans le cadre d'une poursuite intentée par le cabinet d'experts-comptables d'Enron, Arthur Andersen LLP, qui a fait des réclamations contre de nombreuses parties mises en cause afin d'obtenir un recours contre elles dans le cas où la responsabilité d'Arthur Andersen LLP à l'égard des demanderesse serait établie dans le cadre de cette poursuite.

La direction évalue actuellement le bien-fondé du litige en cours avec Enron. En raison des incertitudes importantes quant au moment et à l'issue de ce litige, des questions inédites soulevées, de la durée importante qui pourrait s'écouler avant la résolution de ces poursuites et des nombreuses défenderesses nommées dans plusieurs d'entre elles, aucune provision pour perte n'a été inscrite dans les états financiers consolidés intermédiaires.

Autres

Nous faisons l'objet de diverses poursuites judiciaires qui contestent le bien-fondé de certaines de nos pratiques ou mesures. De l'avis de la direction, le montant global du passif éventuel lié à ces poursuites ne sera pas important eu égard à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Note 8 | Règlement relatif à Rabobank

Le 21 juin 2002, soit une semaine avant la date à laquelle elle devait verser à la Banque Royale du Canada un montant de 517 millions de dollars US plus les intérêts courus, conformément aux conditions d'un swap sur rendement total inscrit au poste Autres actifs, Cooperatieve Centrale Raiffeisen-Boerenleenbank B.A. (« Rabobank ») a intenté une poursuite contre nous devant un tribunal de l'État de New York en vue de faire annuler son obligation en vertu du swap. Le 24 juin 2002, nous avons entamé des procédures contre Rabobank auprès de la Haute Cour de Londres, alléguant que Rabobank avait répudié son obligation en vertu du swap.

En octobre 2003, nous avons touché un règlement évalué à environ 195 millions de dollars US plus les intérêts courus aux termes d'un règlement à l'amiable avec Enron Corporation, le comité des créanciers de Enron ainsi que Rabobank. Le règlement a réduit le montant dû par Rabobank à 322 millions de dollars US plus les intérêts courus.

Le 16 février 2004, la Banque Royale du Canada a annoncé qu'elle avait conclu un règlement confidentiel au terme d'une médiation non exécutoire avec Rabobank, mettant fin au litige. Le règlement, déduction faite d'une réduction connexe des charges liées à la rémunération et aux impôts, a diminué de 74 millions de dollars le bénéfice net au premier trimestre de 2004.

Note 9 Résultats par secteurs d'exploitation et par secteurs géographiques (1)

a) Résultats trimestriels par secteurs d'exploitation

	RBC Banque			RBC Investissements			RBC Assurances			RBC Marchés des Capitaux		
	T2 04	T1 04	T2 03	T2 04	T1 04	T2 03	T2 04	T1 04	T2 03	T2 04	T1 04	T2 03
Revenu net d'intérêt	1 356 \$	1 357 \$	1 352 \$	104 \$	104 \$	107 \$	– \$	– \$	– \$	99 \$	170 \$	101 \$
Revenus autres que d'intérêt	524	512	535	877	825	721	675	613	511	615	548	515
Total des revenus	1 880	1 869	1 887	981	929	828	675	613	511	714	718	616
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	148	65	158	1	1	–	–	–	–	13	(67)	58
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	–	–	–	508	452	351	–	–	–
Frais autres que d'intérêt	1 202	1 153	1 156	771	728	732	111	108	105	475	635	394
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	185	222	215	69	60	28	(2)	(3)	–	52	15	69
Bénéfice net (perte nette)	345 \$	429 \$	358 \$	140 \$	140 \$	68 \$	58 \$	56 \$	55 \$	174 \$	135 \$	95 \$

	RBC Services Internationaux			Autres			Total		
	T2 04	T1 04	T2 03	T2 04	T1 04	T2 03	T2 04	T1 04	T2 03
Revenu net d'intérêt	40 \$	45 \$	37 \$	(43)\$	(15)\$	23 \$	1 556 \$	1 661 \$	1 620 \$
Revenus autres que d'intérêt	223	208	198	71	(1)	65	2 985	2 705	2 545
Total des revenus	263	253	235	28	(16)	88	4 541	4 366	4 165
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(3)	(14)	2	(10)	(10)	(7)	149	(25)	211
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	–	–	–	508	452	351
Frais autres que d'intérêt	181	181	176	7	2	(3)	2 747	2 807	2 560
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	29	29	20	41	19	14	374	342	346
Bénéfice net (perte nette)	56 \$	57 \$	37 \$	(10)\$	(27)\$	84 \$	763 \$	790 \$	697 \$

b) Résultats trimestriels par secteurs géographiques

	30 avril 2004				31 janvier 2004				30 avril 2003			
	Canada	É.-U.	Autres pays	Total	Canada	É.-U.	Autres pays	Total	Canada	É.-U.	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêt	1 201 \$	229 \$	126 \$	1 556 \$	1 307 \$	249 \$	105 \$	1 661 \$	1 246 \$	303 \$	71 \$	1 620 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 557	1 022	406	2 985	1 383	929	393	2 705	1 287	807	451	2 545
Total des revenus	2 758	1 251	532	4 541	2 690	1 178	498	4 366	2 533	1 110	522	4 165
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	123	22	4	149	11	–	(36)	(25)	181	13	17	211
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	182	227	99	508	182	203	67	452	155	79	117	351
Frais autres que d'intérêt	1 627	906	214	2 747	1 495	1 069	243	2 807	1 488	868	204	2 560
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	314	31	29	374	356	(53)	39	342	260	59	27	346
Bénéfice net (perte nette)	512 \$	65 \$	186 \$	763 \$	646 \$	(41)\$	185 \$	790 \$	449 \$	91 \$	157 \$	697 \$

c) Résultats semestriels par secteurs d'exploitation

	RBC Banque		RBC Investissements		RBC Assurances		RBC Marchés des Capitaux	
	2004	2003	2004	2003	2004	2003	2004	2003
Revenu net d'intérêt	2 713 \$	2 746 \$	208 \$	223 \$	– \$	– \$	269 \$	206 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 036	1 099	1 702	1 488	1 288	1 085	1 163	1 136
Total des revenus	3 749	3 845	1 910	1 711	1 288	1 085	1 432	1 342
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	213	288	2	–	–	–	(54)	135
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	–	960	759	–	–
Frais autres que d'intérêt	2 355	2 335	1 499	1 457	219	228	1 110	820
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	407	454	129	83	(5)	(4)	67	148
Bénéfice net (perte nette)	774 \$	768 \$	280 \$	171 \$	114 \$	102 \$	309 \$	239 \$

	RBC Services Internationaux		Autres		Total	
	2004	2003	2004	2003	2004	2003
Revenu net d'intérêt	85 \$	82 \$	(58)\$	62 \$	3 217 \$	3 319 \$
Revenus autres que d'intérêt	431	399	70	84	5 690	5 291
Total des revenus	516	481	12	146	8 907	8 610
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(17)	2	(20)	(14)	124	411
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	–	960	759
Frais autres que d'intérêt	362	347	9	(17)	5 554	5 170
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	58	47	60	66	716	794
Bénéfice net (perte nette)	113 \$	85 \$	(37)\$	111 \$	1 553 \$	1 476 \$

d) Résultats semestriels par secteurs géographiques

	2004				2003			
	Canada	É.-U.	Autres pays	Total	Canada	É.-U.	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêt	2 508 \$	478 \$	231 \$	3 217 \$	2 592 \$	617 \$	110 \$	3 319 \$
Revenus autres que d'intérêt	2 940	1 951	799	5 690	2 632	1 720	939	5 291
Total des revenus	5 448	2 429	1 030	8 907	5 224	2 337	1 049	8 610
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	134	22	(32)	124	284	54	73	411
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	364	430	166	960	362	175	222	759
Frais autres que d'intérêt	3 122	1 975	457	5 554	2 957	1 789	424	5 170
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	670	(22)	68	716	627	125	42	794
Bénéfice net (perte nette)	1 158 \$	24 \$	371 \$	1 553 \$	994 \$	194 \$	288 \$	1 476 \$

(1) Aux fins de l'information de gestion, nos activités sont réparties entre différents secteurs d'exploitation principaux : RBC Banque, RBC Assurances, RBC Investissements, RBC Marchés des Capitaux et RBC Services Internationaux. Le secteur Autres comprend principalement la trésorerie générale, les groupes fonctionnels et le groupe de technologie de l'information. Le processus d'information de gestion comprend la mesure du rendement de ces secteurs d'exploitation fondée sur notre structure de gestion, et peut ne pas être comparable à des renseignements semblables présentés par d'autres sociétés de services financiers. Nous utilisons un modèle d'information de gestion qui comprend des méthodologies pour l'établissement des prix de cession interne des fonds, l'attribution du capital économique et les transferts de coûts afin de mesurer les résultats des secteurs d'exploitation. Les revenus et les charges d'exploitation directement liés à un secteur d'exploitation sont inclus dans les résultats de ce secteur. L'établissement des prix de cession interne des fonds, des biens et des services entre les secteurs d'exploitation suit généralement les taux du marché. Les coûts et les frais indirects ainsi que le capital sont répartis entre les secteurs d'exploitation selon des méthodes de répartition basées sur le risque, ces méthodes étant assujetties à un examen continu. Aux fins de la présentation des résultats par secteurs géographiques, nos activités sont regroupées dans les colonnes Canada, États-Unis et Autres pays. Les opérations sont principalement comptabilisées selon l'emplacement qui reflète le mieux le risque lié aux variations négatives de la conjoncture économique et les occasions de croissance liées aux variations positives de cette conjoncture. Cet emplacement correspond fréquemment à celui de l'entité juridique par l'entremise de laquelle les activités sont exercées et à celui du client. Les opérations comptabilisées dans la devise locale de référence sont assujetties aux variations du taux de change en raison de la fluctuation du dollar canadien.

Au cours du trimestre, nous avons procédé à l'examen de la présentation des résultats par secteurs géographiques et nous avons reclassé certains montants afin de refléter de manière plus appropriée la façon dont la direction examine ces résultats, conformément à la méthodologie présentée plus haut. Au sein de RBC Assurances, certains montants relatifs à la réassurance, auparavant présentés dans les secteurs États-Unis ou Canada, ont été reclassés dans le secteur Autres pays. Dans le secteur Autres, certains chiffres comparatifs liés à la vente à Moneris Solutions, Inc. du portefeuille d'acquisition de comptes de commerçants de RBC Centura au cours du premier trimestre de 2004, auparavant présentés dans le secteur Canada, ont été reclassés dans le secteur États-Unis.

Note 10 | Événement postérieur à la date du bilan

Acquisition des activités canadiennes de Provident Life and Accident Insurance Company

Avec prise d'effet le 1^{er} mai 2004, RBC Assurances a acquis les activités canadiennes de Provident Life and Accident Insurance Company (PLAIC), une filiale en propriété exclusive de UnumProvident Corporation. Dans le cadre de cette opération, RBC Assurances a pris en charge les obligations au titre des polices de PLAIC et a investi 426 millions de dollars afin de finaliser l'acquisition.

Note 11 | Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis

L'information financière consolidée a été dressée conformément au paragraphe 308 de la *Loi sur les banques* (Canada), qui prévoit qu'à moins d'indication contraire du surintendant des institutions financières Canada, les états financiers doivent être dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Comme l'exige la Securities and Exchange Commission des États-Unis, les différences importantes entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis sont décrites ci-après.

Bilan consolidé condensé

	Au 30 avril			Au 31 janvier			Au 30 avril		
	2004			2004			2003		
	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis
Actif									
Encaisse et montants à recevoir de banques	3 763 \$	– \$	3 763 \$	3 342 \$	– \$	3 342 \$	2 669 \$	– \$	2 669 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	10 007	19	10 026	10 944	18	10 962	12 817	(29)	12 788
Valeurs mobilières									
Titres du compte de négociation	95 938	(325)	95 613	94 413	(321)	94 092	82 271	(325)	81 946
Titres du compte de placement	36 842	(36 842)	–	36 960	(36 960)	–	28 297	(28 297)	–
Titres de substitut de prêt	304	(304)	–	312	(312)	–	382	(382)	–
Titres susceptibles de vente	–	37 368	37 368	–	37 636	37 636	–	29 058	29 058
Biens achetés en vertu de conventions de revente	37 187	–	37 187	32 612	–	32 612	38 879	–	38 879
Prêts	180 247	8 532	188 779	173 659	8 688	182 347	166 043	56	166 099
Autres									
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	6 191	–	6 191	5 693	–	5 693	7 088	–	7 088
Montants se rapportant aux produits dérivés	34 328	1 070	35 398	38 350	1 257	39 607	36 084	1 043	37 127
Locaux et matériel	1 775	(20)	1 755	1 753	(19)	1 734	1 583	(13)	1 570
Écart d'acquisition	4 986	44	5 030	4 754	46	4 800	4 808	36	4 844
Autres actifs incorporels	594	–	594	580	–	580	654	–	654
Montants à recouvrer au titre de la réassurance	–	1 989	1 989	–	1 909	1 909	–	1 629	1 629
Actif lié aux comptes distincts	–	154	154	–	183	183	–	66	66
Autres actifs	21 276	8 093	29 369	13 072	11 938	25 010	10 513	3 321	13 834
	433 438 \$	19 778 \$	453 216 \$	416 444 \$	24 063 \$	440 507 \$	392 088 \$	6 163 \$	398 251 \$
Passif et capitaux propres									
Dépôts	271 310 \$	617 \$	271 927 \$	264 966 \$	707 \$	265 673 \$	251 155 \$	411 \$	251 566 \$
Autres									
Acceptations	6 191	–	6 191	5 693	–	5 693	7 088	–	7 088
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	25 576	–	25 576	24 632	–	24 632	22 254	1 135	23 389
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	25 726	–	25 726	20 361	–	20 361	22 104	–	22 104
Montants se rapportant aux produits dérivés	37 512	732	38 244	40 607	984	41 591	36 795	570	37 365
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	5 512	2 100	7 612	5 243	1 992	7 235	3 001	1 698	4 699
Passif lié aux comptes distincts	–	154	154	–	183	183	–	66	66
Autres passifs	31 563	17 020	48 583	26 435	20 997	47 432	22 665	1 922	24 587
Débtures subordonnées	8 423	380	8 803	7 639	392	8 031	6 474	354	6 828
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 469	(884)	1 585	2 397	(904)	1 493	1 475	–	1 475
Capitaux propres	19 156	(341)	18 815	18 471	(288)	18 183	19 077	7	19 084
	433 438 \$	19 778 \$	453 216 \$	416 444 \$	24 063 \$	440 507 \$	392 088 \$	6 163 \$	398 251 \$

État consolidé condensé des résultats

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2004	31 janvier 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003
Bénéfice net, selon les PCGR du Canada	763 \$	790 \$	697 \$	1 553 \$	1 476 \$
Différences :					
Revenu net d'intérêt					
Produits dérivés et opérations de couverture (1)	5	(2)	–	3	13
Entités à détenteurs de droits variables (2)	(4)	(14)	–	(18)	–
Coentreprises (3)	–	–	–	–	(1)
Revenus autres que d'intérêt					
Primes d'assurance, revenu de placement et revenu provenant de services tarifés (4)	(159)	(115)	(45)	(274)	(93)
Produits dérivés et opérations de couverture (1)	6	4	(23)	10	(47)
Reclassement de valeurs mobilières (5)	4	3	–	7	(16)
Entités à détenteurs de droits variables (2)	1	1	–	2	–
Sociétés en commandite (6)	(5)	(15)	–	(20)	–
Coentreprises (3)	(34)	(33)	(37)	(67)	(71)
Autres (11)	(3)	–	1	(3)	1
Dotation à la provision pour pertes sur créances					
Reclassement de valeurs mobilières (5)	(4)	3	–	(1)	–
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance (4)	165	122	39	287	76
Frais autres que d'intérêt					
Droits à la plus-value des actions (7)	(4)	(1)	7	(5)	8
Comptabilisation des activités d'assurance (4)	5	1	6	6	28
Coentreprises (3)	27	26	33	53	61
Entités à détenteurs de droits variables (2)	(10)	–	–	(10)	–
Charge d'impôts et variation nette de la charge d'impôts découlant des éléments ci-dessus	9	11	11	20	21
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales					
Entités à détenteurs de droits variables (2)	12	12	–	24	–
Bénéfice net, selon les PCGR des États-Unis	774 \$	793 \$	689 \$	1 567 \$	1 456 \$
Bénéfice par action	1,18 \$	1,20 \$	1,00 \$	2,38 \$	2,12 \$
Bénéfice dilué par action	1,16 \$	1,19 \$	0,99 \$	2,34 \$	2,10 \$

Pour une analyse plus détaillée des différences entre les PCGR des États-Unis et ceux du Canada, voir la note 26 des états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2003 à la page 102A de notre rapport annuel 2003.

- (1) Produits dérivés et opérations de couverture
L'application des PCGR des États-Unis à la comptabilisation des produits dérivés et des opérations de couverture aurait augmenté le bénéfice net de 11 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2004 et de 12 millions pour le semestre terminé à cette date, et aurait entraîné une augmentation des prêts de 46 millions, une augmentation des autres actifs de 896 millions, une augmentation des dépôts de 46 millions, une augmentation des autres passifs de 641 millions, une augmentation des débetures subordonnées de 380 millions, une diminution des dépôts productifs d'intérêts à des banques de 35 millions, une diminution des valeurs mobilières de 29 millions et une diminution des capitaux propres de 189 millions au 30 avril 2004. Comme il est expliqué à la page 44, nous avons adopté la NOC-17, intitulée *Contrats de dépôt indexés sur actions* en vertu des PCGR du Canada prospectivement, ce qui a eu pour effet d'éliminer une différence avec les PCGR des États-Unis relative aux contrats de dépôt à l'égard desquels nous sommes tenus d'effectuer des paiements variables en fonction du rendement de certains indices boursiers. La composante variable intégrée dans nos CPG indexés sur actions et nos billets indexés sur actions est séparée du contrat dans lequel elle est intégrée et constatée à sa juste valeur tant en vertu des PCGR du Canada qu'en vertu de ceux des États-Unis, les variations subséquentes de la juste valeur étant constatées dans le bénéfice net.
- (2) Entités à détenteurs de droits variables
Le bulletin d'interprétation n° 46 du FASB, intitulé *Consolidation of Variable Interest Entities*, tel qu'il a été révisé en décembre 2003 (FIN 46R), exige la consolidation des EDDV par le principal bénéficiaire. L'application des dispositions du FIN 46R aurait entraîné la consolidation de diverses EDDV (principalement certains fonds multicédants) et la déconsolidation de certaines autres, entraînant l'augmentation des dépôts productifs d'intérêts à des banques de 54 millions de dollars, l'augmentation des prêts de 8 486 millions, l'augmentation des autres actifs de 54 millions, l'augmentation des dépôts de 359 millions et l'augmentation des autres passifs de 8 585 millions, la diminution des valeurs mobilières de 534 millions et la diminution de la part des actionnaires sans contrôle dans les filiales de 884 millions au 30 avril 2004.
- (3) Coentreprises
Les placements dans des coentreprises sont constatés selon la méthode de la consolidation proportionnelle en vertu des PCGR du Canada et constatés à l'aide de la méthode de comptabilisation à la valeur de consolidation en vertu des PCGR des États-Unis. L'application des PCGR des États-Unis à la comptabilisation des coentreprises aurait entraîné la diminution des autres actifs de 72 millions de dollars et la diminution des autres passifs de 72 millions au 30 avril 2004.
- (4) Comptabilisation des activités d'assurance
L'application des PCGR des États-Unis aurait augmenté le bénéfice net de 7 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2004 et de 12 millions pour le semestre terminé à cette date, et aurait entraîné une augmentation des autres actifs de 2 289 millions, une augmentation des autres passifs de 2 180 millions et une augmentation des capitaux propres de 109 millions au 30 avril 2004.
- (5) Reclassement de valeurs mobilières
L'application des PCGR des États-Unis au classement des valeurs mobilières aurait augmenté le bénéfice net de 5 millions de dollars pour le semestre terminé le 30 avril 2004 et aurait entraîné l'augmentation des valeurs mobilières de 329 millions, l'augmentation des capitaux propres de 214 millions et la diminution des autres actifs de 115 millions au 30 avril 2004.
- (6) Sociétés en commandite
En vertu des PCGR des États-Unis, la méthode de comptabilisation à la valeur de consolidation est utilisée pour les placements dans des sociétés en commandite qui représentent une participation de plus de 3 % à 5 %. En vertu des PCGR du Canada, nous utilisons la méthode de comptabilisation à la valeur de consolidation pour les placements dans des sociétés en commandite si nous sommes en mesure d'exercer sur elles une influence notable, ce qui se traduit habituellement par une participation de 20 % ou plus. L'utilisation d'un seuil de participation moins élevé pour l'application de la méthode de comptabilisation à la valeur de consolidation en vertu des PCGR des États-Unis aurait entraîné une diminution du bénéfice net de 3 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2004 et de 13 millions pour le semestre terminé à cette date, et aurait entraîné une augmentation des autres actifs de 71 millions, une diminution des valeurs mobilières de 84 millions et une diminution des capitaux propres de 13 millions au 30 avril 2004.
- (7) Droits à la plus-value des actions
L'application des PCGR des États-Unis à la comptabilisation de la charge de rémunération aurait diminué le bénéfice net de 2 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2004 et de 3 millions pour le semestre terminé à cette date, et aurait entraîné une augmentation des capitaux propres de 16 millions, une diminution des autres actifs de 9 millions et une diminution des autres passifs de 25 millions au 30 avril 2004.
- (8) Obligation additionnelle au titre des prestations constituées
La comptabilisation d'une obligation additionnelle au titre des prestations constituées en vertu des PCGR des États-Unis aurait augmenté les autres actifs de 267 millions de dollars et les autres passifs de 770 millions, et aurait entraîné une diminution des capitaux propres de 503 millions au 30 avril 2004.
- (9) Comptabilisation à la date de transaction
À compter du 1^{er} novembre 2003, la comptabilisation à la date de transaction est appliquée prospectivement dans le bilan consolidé en vertu des PCGR du Canada, ce qui a pour effet d'éliminer la différence entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis qui existait avant cette date.
- (10) Garanties autres qu'en espèces
La comptabilisation des garanties autres qu'en espèces en vertu des PCGR des États-Unis aurait entraîné une augmentation des autres actifs de 7 849 millions de dollars et une augmentation des autres passifs de 7 849 millions au 30 avril 2004.
- (11) Autres
Les autres différences entre les PCGR des États-Unis et ceux du Canada ont trait au droit de compensation, aux garanties et à d'autres éléments relativement peu importants. L'incidence nette de ces éléments se traduirait par une diminution du bénéfice net de 2 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2004 et une augmentation de 1 million pour le semestre terminé à cette date, ainsi que par une augmentation des valeurs mobilières de 215 millions, une augmentation des autres actifs de 100 millions, une augmentation des dépôts de 212 millions, une augmentation des autres passifs de 78 millions et une augmentation des capitaux propres de 25 millions au 30 avril 2004.

Annexe : Information relative au crédit (non vérifié) (1)

Prêts douteux (2)

	30 avril 2004	31 janvier 2004	31 octobre 2003	31 juillet 2003	30 avril 2003
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Prêts douteux, montant net					
Prêts hypothécaires résidentiels	133 \$	116 \$	118 \$	114 \$	118 \$
Prêts aux particuliers	96	94	96	106	109
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	749	814	774	830	1 014
Total	978 \$	1 024 \$	988 \$	1 050 \$	1 241 \$
Prêts douteux, montant net, en pourcentage des prêts, des acceptations et des conventions de revente connexes					
Prêts hypothécaires résidentiels	0,17 %	0,15 %	0,15 %	0,15 %	0,16 %
Prêts aux particuliers	0,29 %	0,30 %	0,31 %	0,35 %	0,37 %
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	0,71 %	0,84 %	0,78 %	0,77 %	0,98 %
Total	0,44 %	0,48 %	0,46 %	0,48 %	0,59 %

Provision cumulative pour pertes sur créances

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2004	31 janvier 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Provision cumulative au début	2 036 \$	2 164 \$	2 376 \$	2 164 \$	2 314 \$
Dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	149	(25)	211	124	411
Radiations					
Prêts hypothécaires résidentiels	(1)	(1)	(2)	(2)	(3)
Prêts aux particuliers	(97)	(76)	(114)	(173)	(194)
Prêts sur cartes de crédit	(52)	(45)	(51)	(97)	(94)
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	(166)	(72)	(102)	(238)	(164)
	(316)	(194)	(269)	(510)	(455)
Recouvrements					
Prêts aux particuliers	16	16	16	32	33
Prêts sur cartes de crédit	10	8	8	18	17
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	19	49	17	68	37
	45	73	41	118	87
Radiations nettes	(271)	(121)	(228)	(392)	(368)
Acquisition de Provident Financial Group Inc.	-	6	-	6	-
Acquisition de Admiralty Bancorp, Inc.	-	-	-	-	8
Ajustements	15	12	(24)	27	(30)
Provision cumulative à la fin	1 929 \$	2 036 \$	2 335 \$	1 929 \$	2 335 \$
Radiations nettes, en pourcentage de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente	0,50 %	0,22 %	0,43 %	0,36 %	0,34 %
Répartition de la provision cumulative					
Prêts hypothécaires résidentiels	27 \$	27 \$	37 \$	27 \$	37 \$
Prêts aux particuliers	444	449	450	444	450
Prêts sur cartes de crédit	176	176	152	176	152
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	1 039	1 166	1 453	1 039	1 453
Provision cumulative attribuée	1 686	1 818	2 092	1 686	2 092
Provision cumulative générale non attribuée	243	218	243	243	243
Total	1 929 \$	2 036 \$	2 335 \$	1 929 \$	2 335 \$
Composantes de la provision cumulative					
Provisions spécifiques, y compris la provision cumulative pour titres de substitut de prêt	660 \$	772 \$	922 \$	660 \$	922 \$
Provision cumulative générale attribuée	1 026	1 046	1 170	1 026	1 170
Provision cumulative générale non attribuée	243	218	243	243	243
Total de la provision cumulative pour pertes sur créances	1 929 \$	2 036 \$	2 335 \$	1 929 \$	2 335 \$
Répartition					
Provision cumulative pour pertes sur prêts	1 739 \$	1 846 \$	2 226 \$	1 739 \$	2 226 \$
Provision cumulative pour éléments hors bilan et autres	190	190	109	190	109
Total	1 929 \$	2 036 \$	2 335 \$	1 929 \$	2 335 \$
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage des prêts, des acceptations et des conventions de revente	0,8 %	0,9 %	1,0 %	0,8 %	1,0 %
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage du montant brut des prêts douteux (ratio de couverture)	106 %	103 %	103 %	106 %	103 %

(1) Les mesures financières sont tirées des états financiers consolidés dressés conformément aux PCGR du Canada, sauf indication contraire. Certaines définitions sont présentées dans le glossaire figurant aux pages 109 et 110 du rapport annuel 2003.

(2) Les prêts douteux sont présentés déduction faite des provisions cumulatives spécifiques.

Information relative aux actions (non vérifié)

	30 avril 2004	31 janvier 2004	30 avril 2003
(nombre d'actions en milliers)			
Actions privilégiées de premier rang (1)			
À dividende non cumulatif, série J	–	–	12 000
En dollars US, à dividende non cumulatif, série K	–	–	10 000
À dividende non cumulatif, série N	12 000	12 000	12 000
À dividende non cumulatif, série O	6 000	6 000	6 000
En dollars US, à dividende non cumulatif, série P	4 000	4 000	4 000
À dividende non cumulatif, série S	10 000	10 000	10 000
	32 000	32 000	54 000
Titres de fiducie, séries 2010 et 2011, émis par Fiducie de capital RBC (2)	1 400	1 400	1 400
Titres de fiducie, série 2013, émis par Fiducie de capital RBC II (3)	900	900	–
Options sur actions			
En cours	23 303	24 463	27 100
Pouvant être levées	17 259	18 305	17 624
Actions ordinaires émises	653 280	655 963	662 427
Actions de trésorerie (4)			
PCGR des États-Unis	5 183	7 731	–
PCGR du Canada	4 243	6 951	–

(1) Pour des renseignements plus détaillés, se reporter aux pages 86, 87 et 93 (notes 14 et 19) du rapport annuel 2003 de la Banque Royale du Canada.

(2) Inclus dans le poste Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales du bilan consolidé selon les PCGR des États-Unis et du Canada. Les modalités de conversion des titres de séries 2010 et 2011 sont présentées dans les prospectus datés du 17 juillet 2000 et du 29 novembre 2000, respectivement.

(3) Inclus dans le poste Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales du bilan consolidé selon les PCGR du Canada. Les modalités de conversion sont présentées dans le prospectus daté du 16 juillet 2003.

(4) Les différences entre les PCGR des États-Unis et ceux du Canada ont trait aux actions de trésorerie détenues dans des structures de rémunération à base d'actions qui sont consolidées en vertu du FIN 46, intitulé *Consolidation of Variable Interest Entities*.

Renseignements aux actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) Canada
Téléphone : 416 974-5151
Télécopieur : 416 955-7800

Pour toute correspondance :
P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2J5

Site Web :
rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal
Société de fiducie Computershare
du Canada

Adresse :
1500, rue Université
Bureau 700
Montréal (Québec)
Canada H3A 3S8
Téléphone : (514) 982-7888
ou 1 866 586-7635
Télécopieur : (514) 982-7635

Pour toute correspondance :
C.P. 1570, Succursale B
Montréal (Québec)
Canada H3B 3L2

Site Web :
computershare.com

Co-agent des transferts (États-Unis)

The Bank of New York
101 Barclay Street
New York, New York
États-Unis 10286

Co-agent des transferts (Royaume-Uni)

Computershare Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box No. 82, The Pavilions,
Bridgwater Road, Bristol
BS99 7NH Angleterre

Inscriptions en Bourse

(Symbole de l'action : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque Canada : Bourse de Toronto (TSX)
États-Unis : Bourse de New York (NYSE)

Suisse : Bourse suisse (SWX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la Bourse de Toronto.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins du calcul des gains en capital, le prix de base par action ordinaire de la Banque, au jour d'évaluation (22 décembre 1971) s'établit à 7,38 \$ l'action. Ce prix a été redressé pour refléter la division d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et celle de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation des actions ordinaires de la Banque.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux transferts d'actions, aux changements d'adresse, aux dividendes, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts et aux transferts de succession, les actionnaires sont priés de communiquer avec :
Société de fiducie Computershare du Canada
1500, rue Université
Bureau 700
Montréal (Québec)
Canada H3A 3S8
Téléphone : (514) 982-7888
ou 1 866 586-7635

Toute autre demande peut être adressée à :
Relations avec les investisseurs,
Banque Royale du Canada
123 Front Street West
6th Floor
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2M2
Téléphone : 416 955-7806
Les actionnaires peuvent aussi consulter le site Web suivant :
rbc.com/investisseurs

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2004

Premier trimestre	27 février
Deuxième trimestre	27 mai
Troisième trimestre	27 août
Quatrième trimestre	30 novembre

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires au Canada et aux États-Unis peuvent faire déposer leurs dividendes; il leur suffit d'en faire la demande par écrit à la Société de fiducie Computershare du Canada, à son adresse postale.

Investisseurs institutionnels, courtiers et analystes en valeurs mobilières

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :
Première vice-présidente
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
123 Front Street West
6th Floor
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2M2
Téléphone : 416 955-7803
Télécopieur : 416 955-7800

Dates de paiement des dividendes pour 2004

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration.

	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et actions privilégiées de séries N, O, P et S	26 janvier 22 avril 26 juillet 26 octobre	24 février 21 mai 24 août 24 novembre

Cotes de crédit

(au 27 mai 2004)	Dettes à court terme	Dettes à long terme de premier rang
Moody's Investors Service	P-1	Aa2
Standard & Poor's	A-1+	AA-
Fitch Ratings	F1+	AA
Dominion Bond Rating Service	R-1 (middle)	AA (low)

Rachat d'actions ordinaires

La Banque a lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. Durant la période de un an se terminant le 23 juin 2004, la Banque pourra racheter jusqu'à 25 millions de ses actions sur le marché libre, aux cours du marché. La Banque déterminera le montant de ces achats et le moment où ils auront lieu.

Un exemplaire de l'avis d'intention de déposer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités peut être obtenu sans frais en communiquant avec le secrétaire de la Banque, à l'adresse postale torontoise de la Banque.

